l'unité

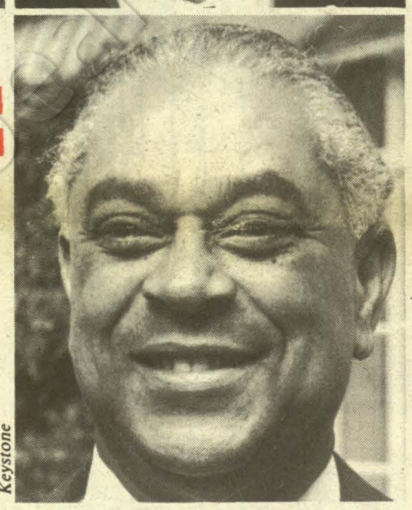
M 2805 - N° 452 - 7 f — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 22 janvier 1982



Sygma

M.M. Frey, Gros, Vedel, Lecourt, Péretti, Brouillet, Joxe, Segalat, Monnerville.

Sombre dimanche: les vraies raisons



Keystone

PAR CLAUDE ESTIER

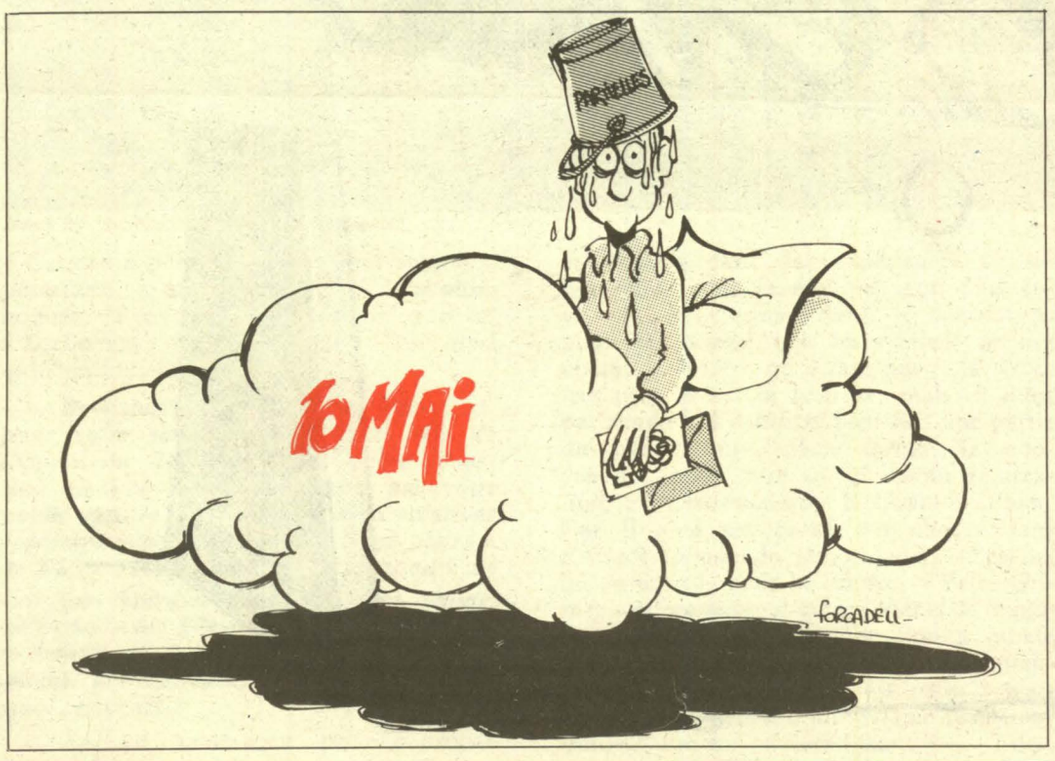
LA majorité de gauche a subi dimanche dernier un échec électoral indiscutable. Le plus simple est de le reconnaître comme l'ont fait tous les porte-parole du Parti socialiste. Il serait aussi absurde de notre part de minimiser cet échec qu'il l'est de la part de l'opposition de droite d'en exagérer démesurément la portée en parlant de « reconquête du pouvoir » ou même du « début d'un commencement ».

Tout a déjà été dit sur les raisons qui ont fait perdre aux candidats socialistes trois circonscriptions arrachées de justesse, au sommet de la vague de juin 1981. Tout, y compris beaucoup d'erreurs. Le succès de la droite ne s'explique ni par le mécontentement des agriculteurs — le recul de la gauche est de la même importance dans les deux circonscriptions parisiennes que dans la Marne et la Seine-et-Marne — ni par la défection particulière de l'électorat communiste — s'il paraît exact que celui-ci ne s'est pas mobilisé à plein, on peut en dire autant de l'électorat socialiste du premier tour de juin dernier.

Deux raisons plus précises dominent toutes les autres : la première est qu'il s'agissait, dans les quatre cas, de circonscriptions profondément ancrées à droite et où seul le déplacement d'un électorat flottant et non réellement de gauche avait permis de « faire la différence » il y a huit mois. S'agissant d'une élection partielle, sans enjeu national, cet électorat s'est réfugié dimanche dans l'abstention. La seconde raison, qui doit nous préoccuper davantage, est qu'une partie de l'électorat de gauche ne s'est pas sentie elle-même suffisamment motivée pour aller voter dans une élection dont on n'avait peut-être pas bien compris — nous l'avions pourtant souligné la semaine dernière — qu'elle avait toutes chances de se jouer dès le premier tour.

Cette absence de motivation dépasse évidemment telle ou telle péripétie électorale pour revêtir une signification beaucoup plus générale. L'explication la plus évidente est qu'un très grand nombre de Français, en dépit du travail considérable accompli depuis huit mois par le gouvernement et le Parlement, ne ressentent pas encore suffisamment la réalité du changement qu'ils ont voulu en votant pour la gauche. N'en déplaise à la presse de droite qui enfourche à nouveau son cheval favori, ce n'est pas une « pause » qu'ils réclament mais la traduction concrète dans leur vie quotidienne et dans celle du pays des grandes réformes économiques et sociales. Il est tout à fait remarquable que, pour la mise en application de ces réformes, le gouvernement ait voulu respecter scrupuleusement toutes les règles de la démocratie parlementaire. Mais le retards qui s'ensuivent, l'insuffisance, pour ne pas dire plus, des explications données à travers les grands médias sur la nature et les objectifs de la politique gouvernementale aboutissent à dérouter une partie de l'opinion.

(suite en page 2)



Les "sages": conseillers constitutionnels ou conseillers financiers ? (page 3)

Le pari gagné de Jean-Pierre Chevènement (page 4)

Formation des maîtres: "Ni procès d'intention, ni potion magique" (page 5)

La France dans l'engrenage terroriste (page 8)

La chronique de Max Gallo (page 11)

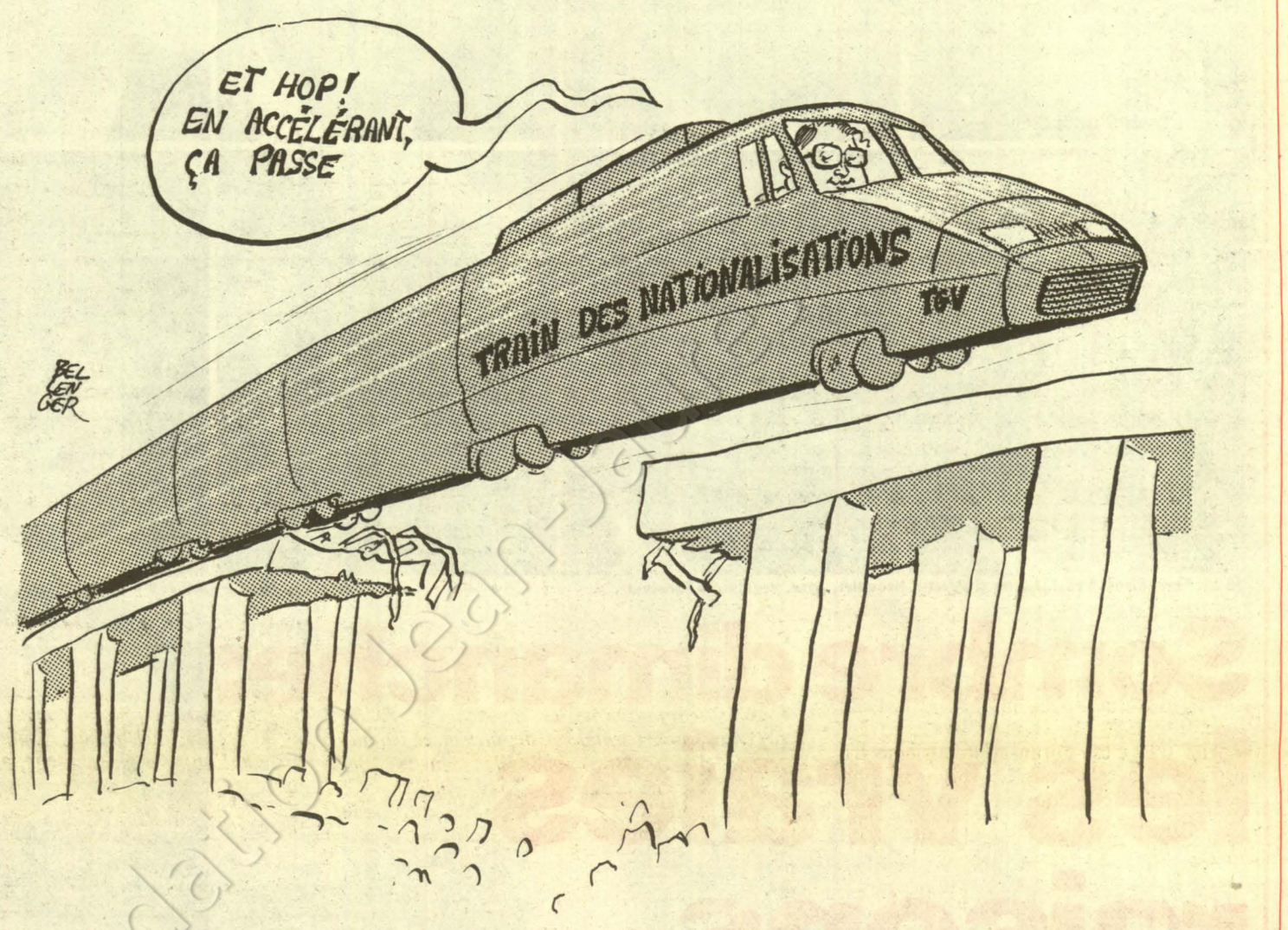
René Terrasson: "Ma "Carmen" pékinoise fut la vraie révolution culturelle en Chine" (page 14)

Italie: la "troisième phase" de Berlinger (page 16)

NATIONALISATIONS

En dépit des "sages" et autres experts...

Le "juridisme" et la " technicité" vont-ils longtemps faire obstacle au changement ? C'est la vraie question qui est posée au Pouvoir !



PAR GUY PERRIMOND

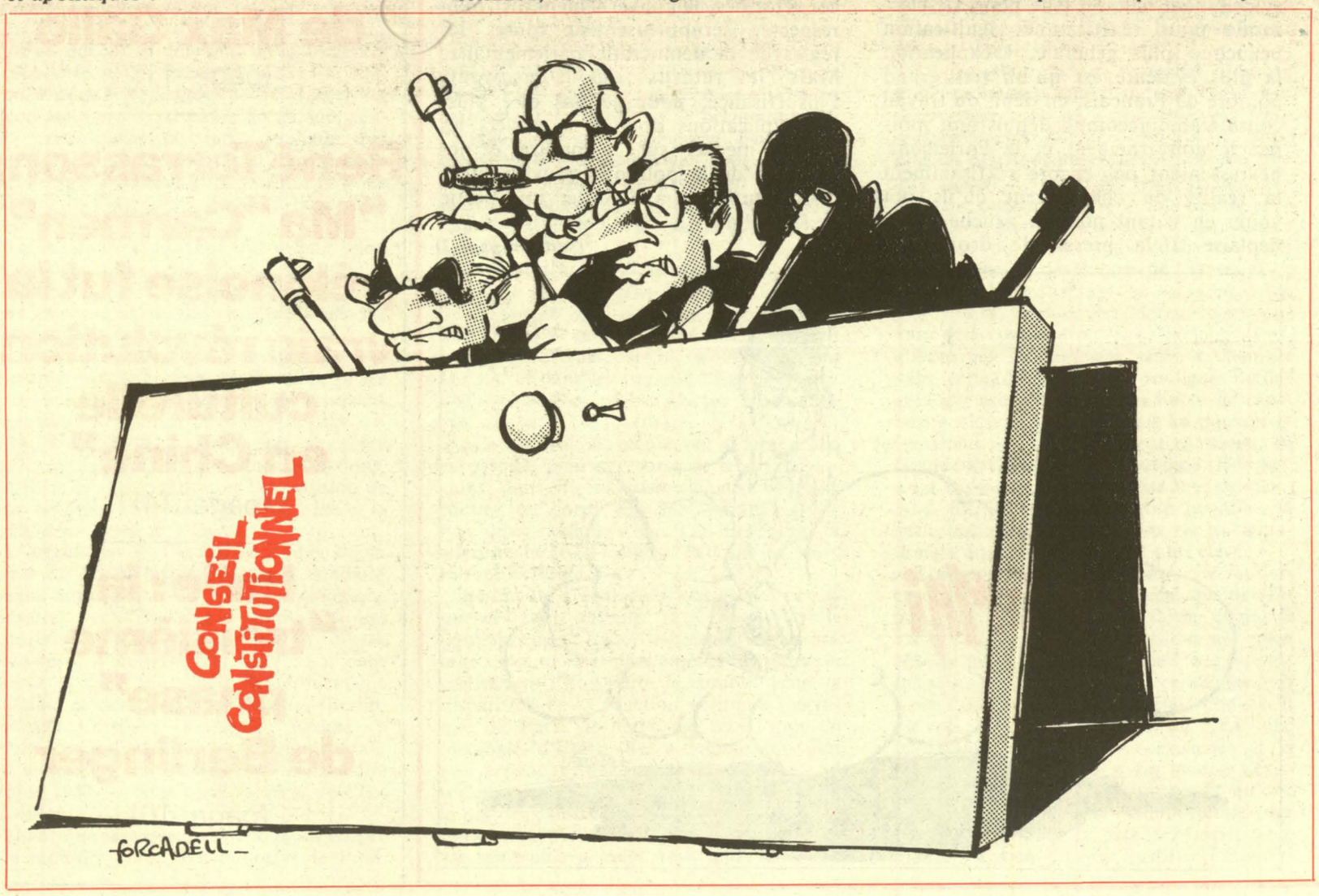
FAUT-IL parler de « justice de classe » ? A vrai dire, les décisions du Conseil constitutionnel feraient davantage penser à une « justice de boutiquier ». En effet, au terme d'une longue réflexion, les neuf « sages » ont donné leur accord aux nationalisations à une seule vraie condition : que l'addition soit plus lourde, l'indemnisation plus favorable aux actionnaires. Bref, que la valeur d'échange des nationalisables soit revue à la hausse. On se prend à regretter que ces « sages » n'aient jamais trouvé inconstitutionnelle la valeur du Smic, comme le rappelait Pierre Joxe ! Mais peut-être qu'à leurs yeux le travail n'a pas la même importance que le capital. Ce qui est, vraiment, une position de classe.

Samedi, en rendant publiques ses décisions, le Conseil constitutionnel a tout de même surpris. On aurait pu s'attendre à beaucoup de choses, sauf à ce texte étrange, ambigu, aux arguments juridiques... flottants. Les juristes spécialistes des problèmes de propriété, de valeur, d'indemnité ont dû être parmi les premiers étonnés. Ce qui explique que très vite on se soit interrogé sur le sens politique des décisions. Car la Constitution ne semble pas avoir grand rapport avec un niveau d'indemnisation qui de mémoire de juristes — et ils l'ont excellente — relève, dans un tel cas, d'une décision du pouvoir législatif. latif.

Un rôle éminemment politique

Favorisant, par ses attendus, une telle démarche, le Conseil constitutionnel a commis, me semble-t-il, une erreur. Il a rappelé tout simplement ce qu'il était : la réunion de personnes désignées — et leurs « compétences » individuelles ne sont pas en cause —, au fil des ans, par les responsables de groupes politiques qui n'ont plus la confiance des Français. Autrement dit, le passé qui survit dans une telle institution, tente de peser sur notre avenir, tout en sachant qu'il est en contradiction avec notre présent. C'est-à-dire avec la volonté populaire exprimée lors de l'élection présidentielle et des élections législatives de 1981. Plus simplement le Conseil constitutionnel, tout en prenant soin de se retrancher derrière des arguments techniques de détail, se donne un rôle éminemment politique.

Comment expliquer autrement les contradictions entre le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel ? Faudrait-il n'y voir que la moindre compétence du premier ? Ou un débat — contradictoire — de spécialistes ? Faut-il n'y voir qu'un accident de parcours ou l'indication d'une volonté poli-



(suite de la page 1)

Il en est incontestablement ainsi de l'affaire des nationalisations remises sur le chantier après le verdict du Conseil constitutionnel dont on aura retenu, selon l'expression de Lionel Jospin, qu'il a demandé au gouvernement non pas de refaire sa copie mais de refaire la facture. En ne s'opposant pas au principe des nationalisations mais en réclamant davantage d'argent pour les actionnaires, les prétendus « sages », qu'on voudrait faire passer pour des juristes objectifs et neutres alors qu'ils sont pratiquement tous des hommes politiques engagés du côté de l'ancienne majorité (1), savaient très bien qu'ils prenaient une décision de caractère politique puisque ses conséquences sont bien de retarder la mise en œuvre de la réforme, ce qui entraîne évidemment des répercussions en chaîne au plan économique, social et financier.

Rejoignant le désir exprimé dès dimanche par le gouvernement, le groupe socialiste, comme le parti lui-même, a exprimé avec force sa volonté que ce retard soit extrêmement bref et que les garanties prétendument juridiques du Conseil constitutionnel ne provoquent pas un nouveau débat d'ensemble permettant à l'opposition de pratiquer pendant des mois encore l'obstruction dans laquelle elle s'est illustrée depuis le début de la nouvelle législature. Le conseil des ministres de mercredi a bien eu le même souci, préférant, certes, présenter au Parlement un nouveau texte global mais autorisant Pierre Mauroy à engager la responsabilité du gouvernement selon la procédure du vote bloqué. Les choses pourront donc aller vite à l'Assemblée nationale. Quant au Sénat, où la droite reste majoritaire, le gouvernement considère qu'il serait inconvenant de sa part de discuter maintenant des articles du projet de loi non contesté par le Conseil constitutionnel alors qu'il avait refusé de le faire dans la première phase du débat.

Les socialistes sont en tout cas décidés à s'opposer avec force à toute nouvelle manœuvre dilatoire d'où qu'elle vienne. La leçon qu'ils tirent des événements de ces derniers jours est que la droite n'attend qu'une faiblesse de la gauche pour relever la tête. Ce serait une faute grave de lui en fournir l'occasion.

(1) Dans six ans, par le jeu du renouvellement triennal, le Conseil constitutionnel sera composé d'une majorité d'hommes orientés à gauche puisque nommés par l'actuel président de la République et l'actuel président de l'Assemblée. La droite soutiendra-t-elle encore qu'il s'agit de « sages » neutres et apolitiques ?

tique valable pour d'autres sujets que l'indemnisation des actionnaires ?

Les conséquences des décisions du Conseil constitutionnel peuvent permettre de mieux comprendre. Les premières sont évidentes : les nationalisations sont retardées. Avec des retombées prévisibles sur la relance économique, sur l'emploi, sur le climat dans les entreprises concernées. Viennent ensuite ce que l'on pourrait appeler les conséquences aléatoires : le coût supplémentaire par exemple, et selon les critères choisis l'éventualité de contestations en cascade. Car si, sur le fond, les « sages » ont admis le bien-fondé des nationalisations, ils ont, sur la forme, mis en place un certain nombre de freins. Ou de chausse-trappe. Dont on perçoit mal les raisons purement « constitutionnelles ».

Retour à la case départ : si les arguments juridiques ne sont pas à la base des décisions, les « sages » auraient-ils cédé à un simple choix politique ? Ce serait donner de leur institution une étrange image. Et justifier par avance les questions — qui ne manqueront pas d'émerger — sur le fonctionnement, les motivations, les réactions du Conseil constitutionnel.

Pour l'instant le problème n'est pas là. Sur le plan législatif la loi de nationalisation est remise en chantier. Tout au moins pour les articles jugés non constitutionnels : indemnisations, cessions de filiales situées à l'étranger, statut des banques appartenant à des sociétés à caractère mutualiste ou coopératif. Mardi, le gouvernement obtenait l'accord du Conseil d'Etat sur la nouvelle rédaction des articles visés. Mercredi, le conseil des ministres adoptait ces textes, puis la commission spéciale de l'Assemblée nationale se mettait au travail. Car il faut aller vite. Cela les socialistes le savent depuis le 10 mai. Mais aller vite en respectant le droit, les règles. Que ce ne soit pas toujours simple est une autre histoire : la démocratie a des lenteurs nécessaires...

Experts contre front de classe ?

Pour l'essentiel les modifications portent sur les conditions d'indemnisation. Pour les sociétés cotées en Bourse on en est revenu au critère unique : moyenne mensuelle des valeurs les plus hautes d'une action, d'une des sociétés durant la période allant du 1er octobre 1980 au 30 mars 1981. Il faut rappeler que c'est durant le quatrième trimestre 1980 que la Bourse a connu ses plus hauts cours. Cette moyenne sera majorée de 14 % pour compenser l'inflation. De surcroît un dividende sera versé pour l'année 1981.

Pour les sociétés non cotées — dix-huit banques sur trente-six sont dans ce cas — la valeur d'échange des actions sera fixée par une commission d'évaluation, le transfert de propriété étant fixé au 1er janvier 1983. En attendant, un commissaire du gouvernement sera désigné dans chacune des entreprises.

La facture sera un peu plus lourde : on parle d'un supplément de 6 milliards de francs. Mais moins élevée que certains l'avaient espéré. Ce surcoût ne devrait pas nécessairement être budgétisé car les entreprises nationalisées alimenteront les caisses nationales chargées d'indemniser sur 15 ans les actionnaires. Il semble évident toutefois que, si l'Etat devait intervenir, cet effort supplémentaire ne devrait pas être supporté par l'ensemble des contribuables. Le cas échéant il faudra donc adapter la fiscalité aux nécessités.

Au total la décision du Conseil constitutionnel, si elle retarde la mise en œuvre des nationalisations, accroît leur coût, freine les travaux parlementaires, a pour l'opposition quelques inconvénients. En légitimant les nationalisations, elle réduit à rien l'essentiel des critiques de la droite. Ce qui est, pour elle, plus grave qu'il n'y paraît.

Reste que cette péripétie soulève une question de taille : celle du rôle des « experts », des spécialistes. Les différences d'interprétation relevées entre le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel sont à cet égard révélatrices. Allant plus loin, on peut se demander si le poids de l'appareil d'Etat, au nom d'une technicité par ailleurs réelle, ne freine pas trop les efforts de la gauche. Nous l'avons dit, la démocratie a besoin de lenteur : les discussions précédant les décisions n'y sont pas pour rien. Mais il arrive des seuils ou il devient évident que la « technique » n'est pas neutre. Cela va au-delà des décisions du Conseil constitutionnel et le fonctionnement de la commission d'évaluation sera à cet égard révélateur.

En attendant, les péripéties de ce début de semaine devraient inciter la gauche à s'interroger sur le rythme du changement. Et sur le rapport entre une technique, toujours présentée comme sophistiquée et des freinages qui ont des conséquences très politiques. La cohésion du front de classe dépendra des réponses données à ces questions. ●

Les "sages" : conseillers constitutionnels ou conseillers financiers ?

Sygma



PAR MICHELE KESPI

TOUT-puissants, secrets, indiscutables, garants de la Constitution, censeurs, juges que nul ne peut juger, ils sont neuf. Neuf « sages », comme on a coutume de les appeler, qui forment le Conseil constitutionnel. Inconnus pour une grande partie du public, ils détiennent, du Palais Royal où ils siègent, un pouvoir discrétionnaire total.

D'où viennent-ils et qui sont-ils ? A une exception près, ils sont tous proches, très proches de l'ancienne majorité. Leurs points communs ? Une moyenne d'âge de 75 ans, une formation de juriste et l'habitude d'une vie ministérielle bien remplie sous les précédents gouvernements. Ce cénacle est donc loin d'être aussi apolitique que l'appellation de « sages » peut le laisser supposer.

L'origine de leur nomination elle-même est éclairante. Alain Poher a fait venir au Conseil constitutionnel trois d'entre eux : leur doyen, Gaston Monnerville (85 ans), en 1974, et, en 1977, Robert Lecourt (73 ans) et Louis Gros (79 ans). Valéry Giscard d'Estaing (membre de droit de cette instance où il n'a encore jamais siégé) y a appelé en 1977 André Ségalat (71 ans). Edgar Faure, lui, a nommé René Brouillet (72 ans) en 1979 et Achille Peretti (70 ans) en 1977. On doit à Georges Pompidou la présence, depuis 1974, du président du Conseil constitutionnel, Roger Frey, et à Jacques Chaban-Delmas celle de Louis Joxe, depuis 1980. Les familles politiques de ces hommes ne sont évidemment pas sans rapport avec leurs choix : une majorité de gaullistes, quelques giscardiens. Le seul élément « progressiste » étant représenté par Gaston Monnerville, qui fut membre du bureau national des Radicaux de gauche.

Gaulliste historique, le président Roger Frey. Ancien ministre, ancien député, il commence sa carrière en dirigeant les affaires familiales de nickel en Nouvelle-Calédonie. Il entre très vite dans la vie politique : entre 1947 et 1952, il est membre du comité directeur du R.p.f. avant d'en devenir le trésorier. Dès 1958, on le trouve au cabinet de Jacques Soustelle. On le retrouve ensuite ministre de l'Information, puis ministre délégué auprès du Premier ministre Michel Debré. La liste des postes qu'il occupa dans différents cabinets sous Pompidou, puis au côté de Maurice Couve de Murville et de Jacques Chaban-Delmas serait trop longue. Mais on ne doit pas oublier qu'il était ministre de l'Intérieur à l'époque du massacre de Charonne, en février 1962. Et il faut aussi se souvenir de son passage en 1973 comme président du groupe U.d.r. à l'Assemblée nationale...

Gaulliste également, le bouillant Achille Peretti. Avocat, ancien préfet, lui aussi fut président de l'Assemblée nationale. Accessoirement, on le voit apparaître comme ancien président de quelques sociétés comme la Minière de l'Est-Oubangui ou la Compagnie minière du Bas-Congo... Plus une réélection comme député gaulliste des Hauts-de-Seine.

Louis Joxe, ancien ambassadeur, appartient à la même famille politique. Inscrit au groupe U.d.r. à l'Assemblée nationale, sa carrière passe par un secrétariat d'Etat sous Debré en 1959, le ministère chargé des Affaires algériennes qui lui vaut de négocier les accords d'Evian avec le F.l.n. en 1962 et l'appartenance à divers cabinets sous Georges Pompidou, s'achevant par la fonction de garde des Sceaux et de ministre de la Justice jusqu'au 31 mai 1968.

Moins connu, René Brouillet, ambassadeur, qui débuta à la Cour des comptes, a également fait sa carrière politique sous de Gaulle dont il fut, entre autres, le directeur de cabinet en 1959. Il demanda lui-même sa retraite d'ambassadeur en 1974 et fut immédiatement nommé parmi les « sages ».

Du côté giscardien, maintenant, on trouve Louis Gros, sénateur, ancien avocat, juge titulaire à la cour de justice et... ancien vice-président du Sénat sous l'étiquette des Républicains indépendants.

André Ségalat, lui aussi juriste d'origine, a d'évidentes sympathies giscardiennes. Ancien secrétaire général du gouvernement (entre 1946 et 1958), ancien président du conseil d'administration de la S.n.c.f. (de 1958 à 1975) il a derrière lui, de surplus, une carrière au Conseil d'Etat. En retraite depuis 1975, il reste néanmoins président du groupement de l'Industrie chimique.

Robert Lecourt, lui — encore un avocat — représente plutôt la tendance démocrate-chrétienne. Ancien député, ancien ministre, ancien président du groupe M.r.p. à l'Assemblée nationale, il fit un bref passage dans le gouvernement de Michel Debré en 1961 comme ministre chargé du Sahara et des départements et territoires d'outre-mer, achevant sa carrière entre 1967 et 1976, comme président de la Cour de justice européenne.

Georges Vedel, doyen honoraire de la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris, qui a rédigé les trente pages du rapport sur les nationalisations, est rangé parmi les « apolitiques »... ce qui ne l'empêcha pas d'appeler à voter pour Valéry Giscard d'Estaing !

En fait, Gaston Monnerville, le doyen de cette vénérable institution, avocat honoraire à la Cour d'appel et docteur en droit, sénateur du Lot de 1948 à 1974, est le seul à ne pas être un soutien de l'actuelle opposition. C'est bien le seul aussi qui puisse faire figurer dans son curriculum vitae une appartenance à la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme. Les autres « sages » ne semblant guère avoir ce genre de préoccupations...

Dignitaires de l'ancienne majorité comme le montrent leur parcours politique et leur nomination (ils sont désignés par tiers pour neuf ans par le président de la République, le président du Sénat et celui de l'Assemblée nationale), comment croire à leur impartialité et à leur « sagesse », qui est pour le moins sélective... ●



Le pari gagné de Jean-Pierre Chevènement

Pendant trois jours, trois mille chercheurs se sont parlé, ont réfléchi, débattu et se sont penchés ensemble sur "l'outil de l'avenir". Un beau succès pour les organisateurs

PAR MARTINE DUCOUSSET

VOUS avez dit jargon ? C'est faux et c'est idiot. Bien sûr qu'ils parlent comme nous, les scientifiques ! Même que Solidarnosc fait désormais partie de leur vocabulaire courant. Mal au cœur, mal à la gauche, mal à la Pologne : tous les participants aux Journées nationales de la recherche ont approuvé et applaudi une motion sur les droits de l'homme, qui réclamait la levée de l'état de siège au pays de Jaruzelski, ainsi que la libération de tous les prisonniers détenus depuis le coup de force des militaires en décembre dernier. Les chercheurs n'ont pas mâché leurs mots : « Un homme de science ne peut accepter l'oppression. Il se doit d'être un combattant pour le respect des hommes, des libertés et pour la paix. »

Qu'en termes clairs ces choses-là sont dites ! Les hommes de science présents au Palais des Congrès, à Paris, ont persisté, et signé cette motion présentée par le professeur Jean Rosa, rapporteur de la commission sur la responsabilité sociale des scientifiques. Laquelle commission proposait par ailleurs d'inviter en France, pour participer aux travaux qui feront suite au colloque, cinq scientifiques polonais actuellement emprisonnés (1). Cinq hommes-drapeau de l'arbitraire, de l'injustice, de l'horreur. Cinq personnalités pour cinq mille anonymes privés de liberté. D'accord — et malheureusement —, tout ça n'est que symbole. Mais un symbole et un opprobre de plus pour contrer, dans la mesure de nos pauvres moyens, la normalisation, c'est toujours mieux que rien.

Transparence partout

Avec la Pologne, on était en plein dans le vif du sujet : la responsabilité sociale du scientifique. Parce qu'il faut dire qu'un des thèmes majeurs de cette grand-messe de la science voulue par Jean-Pierre Chevènement et organisée par François Gros traitait justement de la place et du rôle qu'occupe le chercheur dans la société. Ce chercheur qui farfouille, qui gamberge, et qui s'écrie de temps en temps « Euréka » en s'adressant à ses fidèles ou à ceux de la chapelle avoisinante. Ce chercheur qui parle pour lui, et pour quelques confrères en scientisme et en technologie.

Et les autres, alors ? Tous les béotiens concernés au premier chef parce qu'on expérimente pour eux, sans toutefois daigner leur expliquer pourquoi deux et deux font quatre, et pourquoi la Terre qui est ronde gravite autour du Soleil. Rendons aux scientifiques les aspirations qui leur appartiennent : ils ont, au cours du colloque, beaucoup regretté les tours d'ivoire et se sont donnés pour consigne impérative la transparence. La réforme doit porter sur trois points : levée du secret qui empêche les citoyens de participer aux travaux des scientifiques, nécessité de communiquer avec le public en lui fournissant donc des informations conséquentes, enfin prise en compte — aussi largement que possible — des besoins sociaux qui se font jour dans la population.

Transparence partout donc. Même chez les industriels, même chez les militaires. Qu'enfin les citoyens — qu'ils soient laborantins ou tourneurs-fraiseurs — sachent de quoi il retourne.

Savoir, faire comprendre, et se faire entendre. Parce que chacun a le droit de connaître ce que le progrès lui réserve. Les trois mille participants au colloque (scientifiques, industriels, syndicalistes...) réunis pendant quatre jours au Palais des Congrès sont pratiquement tous tombés d'accord : la science mérite qu'on la détaille, les découvertes exigent d'être commentées. Aux autres chercheurs, et au public. Faisons tomber les barrières, et décloisonnons.

Repliée sur elle-même, la recherche s'étiole. Comme le faisait remarquer l'Académie des sciences, qui ne recule devant aucune comparaison osée, « la recherche est une plante fragile. Il faut peu de temps pour qu'elle se flétrisse et beaucoup de temps pour lui redonner vigueur ». Trèfle de plaisanterie : c'est vrai qu'une science qui s'abrite et se recroqueville sans penser à partager se stérilise peu à peu. La recherche n'est pas une fin en soi : elle doit aider les hommes à vivre, et à vivre mieux.

Donc il faut parler, expliciter et s'ouvrir sur le monde, ainsi que le montrent plusieurs des rapports présentés au cours du colloque. Il faut aussi démocratiser : selon la commission sur les équilibres, la démocratie, qui « doit être le dernier mot », se présente aussi comme une « exigence dans la réflexion et les décisions sur les nouveaux modes de développement ».

C'est justement grâce à la démocratie qu'on pourra décloisonner, faire tomber des murs. A l'intérieur du monde de la recherche, au sein du système éducatif, et dans les rapports qui détiennent peut-être « la clé du renouveau », ou « l'outil de l'avenir », selon les deux formules utilisées par François Mitterrand lors de son discours inaugural.

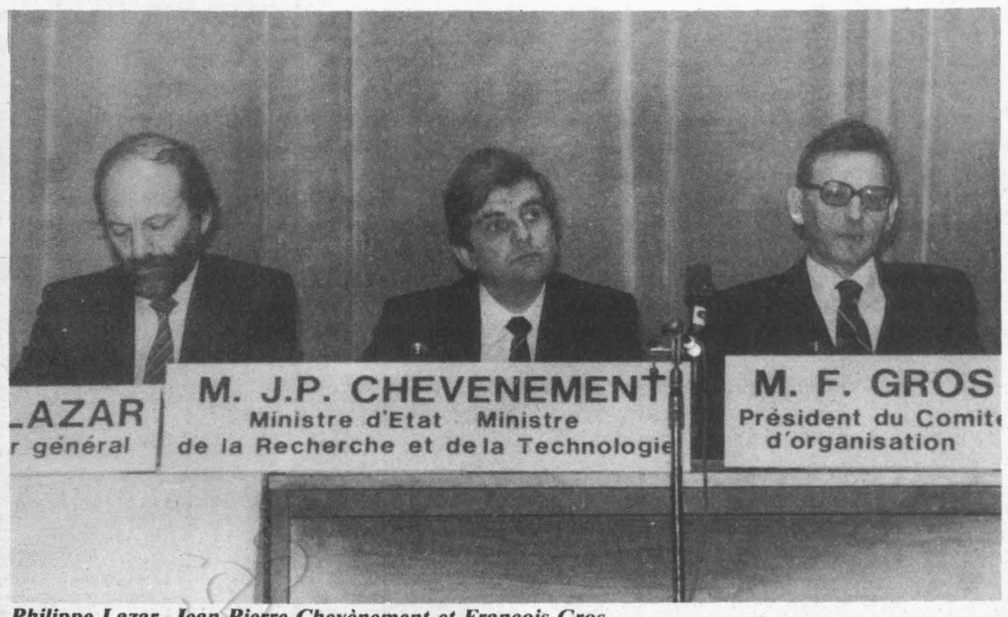
Rien ne sera plus comme avant

Pourquoi l'avenir, et comment le renouveau ? Jean-Pierre Chevènement s'est déjà maintes fois expliqué sur la question. Quand on lui parle de crise, il sort sa technologie. La science n'est pas tout, mais elle peut beaucoup. Sans fournir systématiquement la solution « ad hoc », elle se révèle absolument essentielle pour résoudre un certain nombre de problèmes : la crise énergétique, la lutte contre le chômage, les rapports avec le tiers monde, la question du vieillissement, l'habitat, etc. A condition bien sûr que les industriels y mettent du leur, et acceptent d'investir dans la recherche. En France, les entreprises financent 43 % de la recherche totale, mais en exécutent 60 %. Nettement inférieur aux efforts consentis par le Japon, l'Allemagne fédérale et les Etats-Unis, l'effort français de recherche doit obligatoirement s'accroître. Ce qui suppose, d'après le rapport élaboré sur « Recherche, technologie et industrie », l'embauche de trois mille chercheurs par an dans l'industrie et de mille dans la recherche publique tournée vers l'industrie. Ce qui suppose aussi une amélioration du système de formation, afin d'assurer la qualification de ces nouvelles têtes chercheuses.

Oui à cette formation, particulièrement dans les secteurs de pointe, a répondu Jean-Pierre Chevènement du haut de la tribune. Oui à l'effort en matière de recherche industrielle : le ministre prévoit d'arri-



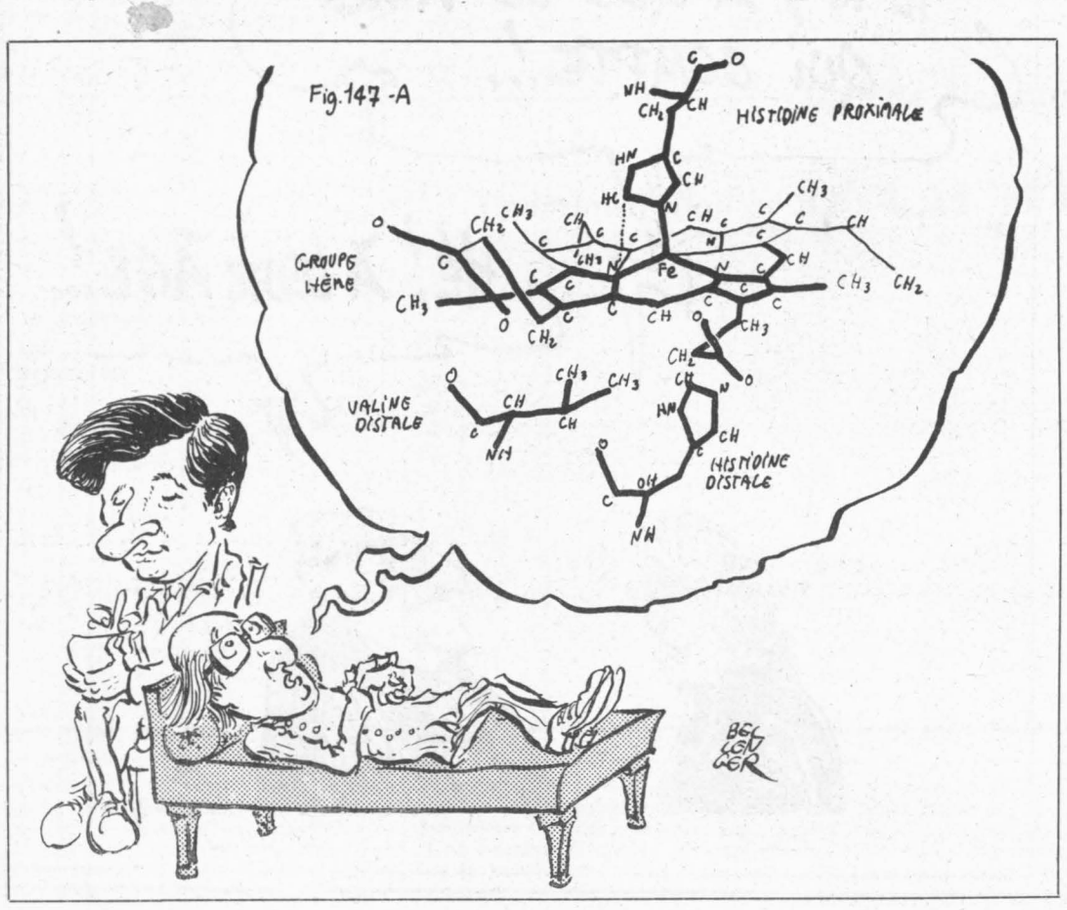
Le président Mitterrand arrivant au Colloque avec le ministre de la Recherche.



Philippe Lazar, Jean-Pierre Chevènement et François Gros.

Pascal Lebrun





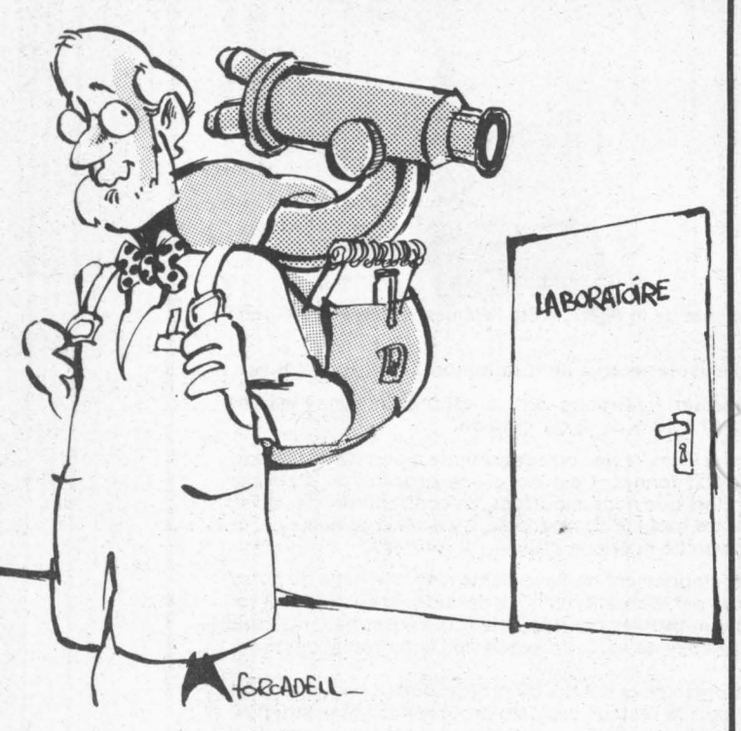
ver en 1985 au chiffre de mille ingénieurs formés chaque année (c'est-à-dire deux fois plus qu'aujourd'hui). Oui, enfin, à la mise en œuvre de mesures plus spécifiques pour inciter les industriels à faire dans la recherche.

Le ministre avait d'ailleurs plus d'une proposition dans sa serviette : création de comités consultatifs auprès des conseils régionaux, renforcement du rôle des organismes publics de recherche, mise à l'étude d'un nouveau type d'établissements publics à caractère scientifique, réforme du statut des organismes de recherche existant, lancement de grands « programmes mobilisateurs » associant industries et laboratoires publics et privés sur des objectifs d'intérêt national, enfin création d'une « mission prioritaire » chargée de plancher sur le rôle et la place des sciences de l'homme et de la société.

Vaste programme que n'a en aucune façon désavoué Pierre Mauroy, qui clôturait le colloque : « Le ministre de la Recherche et de la Technologie sera soutenu par le Premier ministre et le gouvernement tout entier », a-t-il déclaré avant d'affirmer de façon très claire aux scientifiques: « La collectivité nationale s'apprête à fournir en faveur de la recherche un effort considérable. Elle reconnaît ainsi solennellement votre fonction sociale. Cet engagement implique, de votre part, un engagement réciproque. »

Ce discours, les chercheurs ont semblé tout prêts à l'entendre. Plutôt satisfaits des Journées nationales, ils sont nombreux à répéter que désormais « rien ne sera plus comme avant ». Jean-Pierre Chevènement peut se féliciter du succès de son entreprise : il a gagné sur toute la ligne. Le gouvernement est d'accord pour accroître l'effort français en matière de recherche et de technologie, et le faire passer de 1,8 à 2,5 % du produit intérieur brut en 1985. Les scientifiques, enfin sortis de leur réserve, sont ravis d'avoir été consultés. Quant au public, dont il fut si souvent question au cours du colloque, il a montré à quel point l'histoire le concernait et l'intéressait, en faisant de la journée « Portes ouvertes dans les laboratoires » une véritable réussite.

Bien sûr, il y a eu quelques ratés. Ainsi ces chercheurs qui se sont refusés à cautionner ce qu'ils considéraient comme une simple manœuvre politique, la loi d'orientation et de programmation étant déjà, selon eux, largement élaborée. Ainsi la C.f.d.t., qui estime que la recherche doit



aussi porter sur les conditions de travail et qui propose la création d'un « Institut syndical des conditions de travail ».

Mais, dans l'ensemble, le monde scientifique n'a pas boudé son plaisir. Celui de donner enfin de la voix après des années de silence. Philippe Lazar, directeur de recherches à l'Inserm et chargé du rapport de synthèse du colloque, traduisait bien l'opinion générale en affirmant aux trois mille congressistes de la porte Maillot : « La recherche doit être une fonction reconnue comme essentielle par la collectivité nationale. » Oui, essentielle. Pour les scientifiques eux-mêmes et pour la nation tout entière. Laissons — président oblige — le mot de la fin à François Mitterrand. Pour que la France soit une « démocratie à l'heure du vingt et unième siècle », une priorité absolue : « Faire que la science sous toutes ses formes serve pour la France et pour le monde ce but, cet objectif : élargir les libertés. »

(1) Bronislav Geremek (historien), Jan-Joseph Lipsky (linguiste), Karol Modzelewski (économiste et historien), Janusz Onyszkiewicz (mathématicien) et Karol Sliwinski (biologiste).

FORMATION DES MAITRES

"Ni procès d'intention ni potion magique"

Après la publication du rapport Schwartz, qui a provoqué des tempêtes dans les milieux syndicaux, nous avons demandé à Jean-Louis Piednoir, responsable de l'Education au P.S., de nous faire part de ses réactions

PAR EMMANUELE PLAS

DANS le rapport de la Commission du bilan consacré à l'enseignement, Laurent Schwartz met en cause l'incompétence des enseignants des collèges. Si l'universitaire accuse les gouvernements antérieurs d'être responsables de cet état de fait, il met aussi gravement en cause le Sni-P.e.g.c. : « Une responsabilité très lourde retombe aussi sur le Syndicat national des instituteurs. » Selon Laurent Schwartz, le Sni-P.e.g.c. aurait choisi « de mordre sur un autre syndicat ». Il aurait ainsi « pratiquement sacrifié son idéal de formation des maîtres dans un but de puissance politique et sociale ». Et ultime insulte à ce champion de la laïcité qu'est le Sni, Laurent Schwartz porte l'estocade : « Par son attitude, le Sni-P.e.g.c. a ainsi directement contribué, ce qui est paradoxal, à gonfler les effectifs de l'enseignement libre. »

Le Sni a bien sûr très vivement réagi et a parlé d'agression. Jean-Claude Barbarant, responsable des collèges, au syndicat, a déclaré : « Il n'y a pas sous-qualification mais inadaptation de tous les enseignants des collèges. Personne, et pas plus les agrégés et les certifiés que les P.e.g.c., n'a été préparé à enseigner une population aussi hétérogène. On ne peut pas faire porter aux enseignants, a fortiori à une catégorie d'entre eux, les difficultés du collège. » « L'Unité » a demandé à Jean-Louis Piednoir, délégué national à l'Education du Parti socialiste, ce qu'il pensait de cette polémique et au-delà le jugement qu'il portait sur la partie du rapport du mathématicien Laurent Schwartz concernant le fonctionnement de la scolarité obligatoire et la formation de ses maîtres.

« L'UNITE » : Quelles appréciations portez-vous sur le rapport Schwartz ?

JEAN-LOUIS PIEDNOIR : Ce qu'on appelle le rapport Schwartz est une brochure imposante qui veut faire le point sur le système éducatif actuel. C'est un travail très descriptif où l'on retrouve des choses souvent bien connues mais qui n'avaient jamais été rassemblées jusque-là dans un ouvrage de cette ampleur. Je ferai d'abord quelques reproches à ce rapport. Premièrement, le temps des auteurs ayant été, par la force des choses, limité ils n'ont pas pu entrer dans les détails du fonctionnement du système public. Ensuite, l'analyse des liens entre le système éducatif et le reste de la société me semble insuffisante : l'interaction entre l'éducation et le système social n'est pas toujours sérieusement montrée. Je donnerai comme exemple le problème de l'orientation et de l'échec scolaire : s'il est bien démontré qu'il y a différence face à l'échec scolaire selon la classe sociale, on ne trouve pas dans ce rapport d'analyse du pourquoi de ce phénomène. Je porterai une autre critique sur un certain optimisme pédagogique qui ressort de ce travail car ce n'est pas seulement avec des transformations internes du système éducatif qu'on changera l'école. On peut améliorer le fonctionnement de l'école sans en changer la signification sociale. Le vrai changement passe par le changement de la société elle-même.

— Quelles sont les convergences entre votre propre critique et celle du rapport Schwartz !

— Un certain nombre des critiques du rapport Schwartz à l'égard du système éducatif rejoignent, en effet, les nôtres — des critiques que nous faisons déjà depuis plusieurs années — notamment sur la nécessité d'avoir une stratégie qui permette de lutter contre les inégalités à l'école. C'était d'ailleurs le sujet du colloque que le Parti socialiste avait organisé les 12 et 13 décembre derniers, à Lille.

Nous faisons la même critique que le rapport Schwartz sur l'enseignement technique qui débouche sur une multitude de C.a.p., non adaptés aux besoins professionnels. Nous avons aussi la même analyse en ce qui concerne l'impact du chômage sur le comportement scolaire. Nous sommes d'accord, aussi, sur les nécessités d'une formation continue des maîtres et de la décentralisation. Même accord sur le résultat de la politique de compression des dépenses en matière éducative menée par le gouvernement antérieur. Cette politique a abouti à une formation au rabais des maîtres sans prendre en considération l'intérêt des enfants.

— « La formation des maîtres », voilà bien la pomme de discorde entre le Sni-P.e.g.c. et Laurent Schwartz. Que pensez-vous de la polémique qui s'est instaurée entre l'universitaire et ce syndicat ?

— Il faut faire la différence entre ce qui a été accepté par la Commission du bilan et la contribution personnelle de Laurent Schwartz. La polémique porte sur cette contribution personnelle intitulée « Quelques réflexions sur le chapitre I (la formation très insuffisante des professeurs de collège ; les mathématiques modernes ; la sélection sociale dans la filière C) ». Et plus précisément sur la formation des maîtres des collèges. Laurent Schwartz part d'un postulat faux au départ : avant la création du collège unique seuls des professeurs agrégés ou certifiés enseignaient dans le secondaire. C'est oublier la vieille tradition du primaire supérieur. Cet enseignement a justement été créé par des instituteurs autodidactes qui dépendaient toujours du primaire. En ce qui concerne les P.e.g.c., on peut dire qu'il y a trois générations : les instituteurs autodidactes, en général des enseignants remarquables mais la plupart d'entre eux sont maintenant proches de la retraite ; les instituteurs qu'on a été bien content de trouver pour faire face à l'explosion scolaire dans les années soixante. A cette époque on a pratiqué un recrutement hâtif — cela est vrai dans tous les enseignements, y compris le supérieur : c'était le temps où l'on recevait des candidats au Capes de mathématiques avec la note de deux sur vingt. Quant à la troisième génération, on peut dire que les recrutés ont eu une formation initiale dans les écoles normales, mais c'était une formation trop brève. Cependant, les personnels ne sont pas comptables de cette situation, la responsabilité en incombe au seul pouvoir.



Jean-Louis Piednoir.

— Le Sni est pourtant mis en cause par Laurent Schwartz.

— Le travail d'une organisation syndicale est de défendre ses mandants. Et je maintiens que la responsabilité d'une mauvaise formation des professeurs de collège revient pour l'essentiel aux différents gouvernements de droite qui n'ont pas donné à ces pesonnels une formation initiale suffisante puis une formation continue. Ces enseignants ont été obligés de se former par leurs propres moyens dans des conditions très difficiles. Ce sont eux qui sont les moins formés et qui font aussi plus d'heures de cours que leurs collègues. Ils enseignent en outre plus d'une matière.

Je voudrais ajouter à propos de cette polémique qu'il me paraît quand même curieux qu'un membre d'une commission officielle se serve d'un rapport comme d'une tribune pour émettre des jugements personnels. Surtout si ces jugements ne sont pas étayés par des études suffisantes.

— Quelles sont les positions du Parti socialiste sur la formation des maîtres ?

— Nous ne pensons pas comme Laurent Schwartz que tout se résoudra par l'élévation du niveau scientifique et la maîtrise du savoir. Si une bonne formation des maîtres est un préalable à la rénovation du système éducatif ce n'est pas une condition suffisante. Il faut prendre le problème bien plus en amont. Il faut parvenir à de véritables inégalités dans l'éducation pour supprimer l'échec scolaire. Il faut aussi que l'école soit plus liée à la vie, la vie associative par exemple. Il faut revoir complètement la culture scolaire mais cette refonte des programmes est profondément liée à une refonte de la société. Il y a un véritable problème d'acculturation qui est un peu identique au problème de l'alphabétisation autrefois : il a fallu plus d'un siècle (en gros de 1750 à 1890) pour faire passer dans la France riche — au nord d'une ligne allant de Saint-Malo à Genève — de 80 % à 100 % le nombre des alphabétisés.

Quoi qu'il en soit, nous sommes partisans d'une formation unique de haut niveau (au moins la maîtrise) pour les maîtres qui enseignent de la maternelle au baccalauréat. Car si au niveau du second degré la formation des P.e.g.c. est trop courte, la formation pédagogique sur le tas des agrégés est aussi à revoir.

— Pensez-vous que la polémique actuelle sur la formation des maîtres soit une bonne chose ?

— Ce qui est essentiel c'est que le débat sur le système éducatif s'instaure dans le grand public. Tout ce qui peut amorcer un débat sur l'éducation est pour nous politiquement intéressant. Mais il ne faut pas que la base de ce débat soit faite de procès d'intention et de propositions de solution qui ressemblent à des potions magiques. Si, en revanche, un débat riche s'instaure, il pourra beaucoup apporter à la mission Legrand, mise en place par le ministère et qui étudie la construction d'un enseignement pour les enfants de dix à quinze ans. Car l'enjeu est de taille puisqu'il s'agit de ne plus marginaliser 15 à 20 % de la population scolaire.

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création
.l'organisation
.la gestion
.le développement
de leurs réseaux de transport de voyageurs.

156, rue de l'Université 75007 PARIS - Tél: 550.32.04

Entretiens du jeudi

De 19 à 21 h
Salle Marie-Thérèse Eyquem
10 rue de Solférino
75007 Paris

28 janvier : Martine Buron, secrétaire nationale adjointe aux Luttes des femmes.
Jacques Durand, directeur de cabinet du ministre des Droits de la femme.

4 février : Daniel Vaillant, conseiller de Paris, membre de la Commission nationale des conflits.
Jacques Huntzinger, secrétaire national adjoint aux Relations internationales.

11 février : Jacques Attali, conseiller spécial auprès du président de la République.
Jean-Claude Routier, secrétaire national à la Communication-propagande.

18 février : Pierre Bérégovoy, membre du Comité directeur, secrétaire général de la présidence de la République.
Marcel Debarge, secrétaire national aux Relations extérieures, sénateur de Seine-Saint-Denis.

25 février : Alain Barrau, secrétaire national adjoint à la Jeunesse.
Jean-Pierre Weben, membre du Bureau exécutif.

LES ARCADES 2e tranche
Place de la République - NICE-LA TRINITE

(avec cave) à partir de	STUDIOS 175.000 F	2 PIECES 318.000 F	3 PIECES 418.000 F

Livraison 1er trimestre 1982 • Bureau de vente sur place : 54.42.05
Immeuble luxueux PRÊTS CONVENTIONNÉS
Documentation : ADIC S.A. PROMOTION 31, AV. J. MEDECIN NICE. 88.50.06

arrière-pays niçois *au pied du Mont-Vial*

Les Clos REVEST LES ROCHES Alt : 800m
NICE 40 km.

STUDIOS à partir de 190.000 F
2 PIECES à partir de 212.000 F
MAS de **3** et **4** pièces avec **Jardin**

Je désire recevoir une documentation, sans engagement de ma part :
NOM : ..... Tél : .....
ADRESSE : .....

RETOURNER à : A.D.I.C. s.a. PROMOTION
31, av. Jean-Médecin, 06000 NICE, tél. 88.50.06

Petites annonces

Tarifs	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	22 F	25,87 F
Demandes d'emploi	12 F	14,11 F
Immobilier	18 F	21,17 F
Divers	18 F	21,17 F

OFFRES D'EMPLOI

Réf. 184. Ville de Chilly-Mazarin (17 500 ha) recrute d'urgence dessinateur polyvalent (V.r.d., urbanisme, bâtiment) selon conditions statutaires.

Les candidats intéressés devront immédiatement prendre contact au 909.10.13 poste 128 ou 170 pour un éventuel rendez-vous avec la direction des services techniques (au plus tard le 26.01.82).

Réf. 186. Municipalité de Dammarie-lès-Lys recrute responsable service maintien des personnes âgées à domicile (9 agents). Formation : infirmière ou assistant (e) social (e). Connaissances/expérience gérontologie. Salaire fonction publique.

Ecrire avec curriculum vitae et copies diplômes à Monsieur le Maire, Hôtel de ville, 77190 Dammarie-lès-Lys.

DEMANDES D'EMPLOI

Réf. 188.
ANGLAIS
Mrs THOMPSON
Dipl. d'Oxford
Tél. 633 17 16

Réf. 187. Veuve 39 a., aide soignante en chômage urgent cherche banlieue Lyon, emploi dans établissement scolaire ou crèche municipale ou emploi d'auxiliaire de police municipale ou emploi d'aide bibliothécaire ou emploi dans résidences pour troisième âge.

Toutes offres détaillées d'emplois proposées étudiées. Madame Regnier Cosette, Le Dauphiné esc. 5, 39 bld des Provinces, 69110 Sainte-Foy-lès-Lyon.

MAGIS-FLEURS
Réceptions-couronnes
20 av. Ledru-Rollin 75012 Paris
Tél. 345.65.76

Communiqué

C.N.T.A.

Le caractère très original du Groupe C.N.T.A. est qu'il représente une filière complète, allant de la sélection et de la multiplication des semences jusqu'à la distribution de l'huile raffinée aux consommateurs.

L'action économique du C.N.T.A. s'appuie sur chacun des groupes professionnels intervenant dans la filière - les groupes professionnels étant eux-mêmes regroupés dans deux interprofessions reconnues dans le cadre de la loi de 1975 : l'une pour les oléagineux - l'O.N.I.D.O.L., l'autre pour les protéagineux -l'U.N.I.P.

Les résultats obtenus pour cette organisation liant une action professionnelle à une structure économique a donné des résultats remarquables dans le domaine des oléagineux où, en quelques années, la production de colza est passée de 380.000 tonnes à 1.100.000 tonnes et le tournesol de 35.000 tonnes à près de 400.000 tonnes soit, au total, 1.500.000 tonnes de graines produisant 600.000 tonnes d'huile représentant la couverture des besoins de la FRANCE en huile fluide alimentaire.

Le même résultat a été obtenu dans les protéagineux où cette production, qui se limitait à 15.000 tonnes de pois et féveroles, représente aujourd'hui 400.000 tonnes, avec l'espoir d'une production de 1.000.000 tonnes à l'horizon 83/84.

Le développement considérable de la production de colza et de tournesol a eu pour conséquence, pour le Groupe C.N.T.A., de réaliser la restructuration de l'industrie française de l'huilerie (chiffre d'affaires actuel du groupe : 3,5 milliards de F).

Les huileries françaises étaient, généralement des affaires familiales orientées traditionnellement vers les produits oléagineux d'importation, suite à la période coloniale. De ce fait, la plupart des usines étaient portuaires.

Le développement d'une production oléagineuse agricole nationale a entraîné une très grande modification de la structure industrielle de trituration.

La structure industrielle de l'huilerie est actuellement la suivante :
— **Groupe C.N.T.A. - Multigraines** ..... 1.000.000 T
— **CARGILL : BREST, SAINT-NAZAIRE - soja** ..... 800.000 T
— **LESIEUR - Multigraines** ..... 300.000 T
— **Divers - Multigraines** ..... 100.000 T

La politique du C.N.T.A., encouragée par l'administration française, est de réduire au maximum la dépendance de notre pays en importation de matières premières riches en protéines, et en particulier en fèves et et farines de soja.

La production des oléagineux donne, après trituration de l'huile et des tourteaux, des tourteaux de colza et de tournesol riches en acides aminés lysine et méthionine, qui viennent harmonieusement compléter la production des plantes riches en protéines : pois, féveroles et lupin.

Si l'on établit un bilan à partir de la consommation de protéines végétales issues de tourteaux d'oléo-protéagineux et de leur production nationale, on constate :
— consommation 1979 : 1.900.000 tonnes de protéines pures, soit 80% du total consommé;
— production nationale 1979 : 180.000 tonnes de protéines pures, soit 9 à 10% des besoins de la consommation.
Dès 1980, le taux de couverture a été plus important, en raison de l'augmentation de la production de tourteaux et de protéagineux. Ainsi le potentiel est passé à 316.000 tonnes de protéines pures, soit 15% sur la base de 2.000.000 tonnes de besoins de la consommation.

En 1985, on peut estimer que la production française aura atteint 900.000 tonnes de protéines pures, soit près de 40% sur la base de 2.300.000 tonnes de besoins de la consommation (5% d'augmentation par an).

Ainsi, ces différentes cultures oléagineuses et protéagineuses qui sont complémentaires et qui correspondent à des possibilités réelles de production dans notre climat tempéré représentent la chance de la FRANCE vers une plus grande indépendance dans l'alimentation animale.

Le C.N.T.A., pour son action dynamique sur l'ensemble de la filière, a été l'élément catalyseur de cette inconstestable réussite.

Le dernier maillon de cette chaîne agro-industrielle est le secteur de distribution des huiles raffinées.

Dans ce domaine, il y a encore de gros efforts à réaliser. Le Groupe C.N.T.A. est présent sur ce marché puisque, par sa filiale FRANCE-HUILE, il représente 17 à 18% de la distribution.

Actuellement, la consommation française de la nouvelle huile de colza représente moins de 80.000 tonnes, alors que la production est proche de 300.000 tonnes. C'est donc une exportation d'environ 200.000 tonnes qu'il faut annuellement effectuée, alors que nous importons, en contrepartie, des huiles beaucoup plus chères,provoquant un déficit de notre balance commerciale. Il y a, dans ce domaine, un très large effort à réaliser pour la reconquête du marché intérieur.

Pour atteindre ce but, il faudrait encourager le développement de l'excellente nouvelle huile de colza, sous forme d'huile pure de colza, mais mieux encore par la création d'huile de mélange colza-tournesol-olive qui, sur le plan de la qualité de l'huile, serait un progrès considérable tout en permettant, sur le plan économique, de régler, en accord avec les consommateurs, le problème de l'écoulement des huiles communautaires.
Le C.N.T.A. est en rapport permanent avec tous les organismes publics ou professionnels participant à la filière. L'originalité de la formule est qu'il existe, dans le secteur des oléo-protéagineux, une structure économique qui assure, à tous les niveaux, la mise en pratique des décisions prises ou des orientations conseillées.

ANNEXE
LE C.N.T.A. ET LA FILIERE OLEO-PROTEAGINEUSE

Le C.N.T.A. est le Premier Opérateur Graines
Campagne 1980/1981
récolte nationale colza ..... 1.100.000 T
intervention du C.N.T.A. ..... 717.000 T
récolte nationale tournesol ..... 220.000 T
intervention du C.N.T.A. ..... 103.000 T
Chiffre d'affaires toutes graines ..... 2,91 milliards F

Le C.N.T.A. est le Premier Triturateur de Graines Métropolitaines
— Il est prévu pour la campagne 1981/1982, l'utilisation des capacités de trituration du C.N.T.A. de façon suivante :
• Trituration par les usines du Groupe ..... 940.000 T
dont colza - tournesol ..... 640.000 T
soja ..... 300.000 T
— Cette activité de trituration représentera un chiffre d'affaires d'exportation de :
• 416 millions de Francs soit ..... 160.000 T d'huile
• 100 millions de Francs soit ..... 100.000 T tourteaux

Le Groupe C.N.T.A. est le Deuxième Raffineur, avec une capacité de 110.000 T.
Dieppe ..... 20.000 T
Sens ..... 60.000 T
Marseille (récemment intégrée à FRANCE-HUILE ..... 30.000 T

Fondation Jean Jaurès

Politique au jour le jour

Partielles : quelques chiffres

En dehors des remarques générales qui peuvent être faites sur les législatives partielles de dimanche dernier, le secrétariat aux élections du Parti socialiste a retenu les observations suivantes :

1) Le Parti qui est au pouvoir obtient généralement de mauvais résultats lors des législatives partielles car son électorat lors des élections nationales comporte une masse importante d'électeurs du « marais » peu politisés qui s'abstiennent plus que les autres lors des élections partielles. Exemple : toutes les circonscriptions gagnées par l'opposition dans des partielles entre 1974 et 1978 ont été reperdues en 1978. (1).

2) Lors d'élections à faible participation électorale les implantations personnelles des candidats comptent énormément. Or, dans chacune des quatre circonscriptions en jeu, le Parti socialiste a une très faible implantation (aucune mairie importante, très peu de conseillers généraux, etc.) alors que les candidats de droite étaient tous très bien implantés. Ce phénomène d'implantation a été décisif puisque le résultat a peu de rapport avec le niveau de la gauche aux présidentielles et aux législatives de 1981, comme les chiffres suivants l'indiquent :

	% Mitterrand (2e t)
Paris 2e	52,7
Paris 12e	52,0
Seine-et-Marne 4e	50,5
Marne 3e	49,4

	% P.s. partielles
Paris 2e	36,5
Paris 12e	38,8
Seine-et-Marne 4e	42,3
Marne 3e	42,8

On peut noter aussi que, dans les deux circonscriptions où les candidats de droite (Peyrefitte et Bénouville) étaient le mieux implantés, l'abstention est moindre que dans les deux autres.

Dans la Marne, il est faux de dire que les agriculteurs se sont mobilisés contre Annette Chépy-Léger. Même si dans les cantons ruraux la participation a été plus forte qu'en ville — phénomène normal au demeurant — il n'y a pas eu d'important transfert de voix dans ces cantons ruraux.

Exemple : canton de Givry-en-Argonne :

1er tour lég. 1981	17 janvier
Chépy 20,4 %	Chépy 29 %
P.c. 10,6 %	
P.s.u. 0,6 %	P.s.u. 0,4 %
R.p.r. 66,3 %	R.p.r. 67,1 %
Jobertistes 2 %	Ecolo. 2,2 %
	Extr. dr. 1,1 %

En revanche, les ouvriers des petites industries dans les cantons ruraux, très peu intégrés politiquement et syndicalement, ne se sont guère mobilisés le 17 janvier.

Exemple : canton de Tibemont

Mitterrand 2e tour : 54,9 %

1er tour légi. 1981	17 janvier 1982
Chépy 33,7 %	Chépy 49,2
P.c. 19,8 %	
P.s.u. 1,5 %	P.s.u. 0,9 %
	Ecolo. 2,6 %
R.p.r. 43,4 %	R.p.r. 45,7 %
Jobertistes 1,6 %	Ex. dr. 1,7 %

La mobilisation a donc été plus faible du côté de la gauche en général.

(1) — circonscriptions gagnées en 1974
Côte-d'Or 3e
Savoie 2e

— circonscriptions gagnées en 1975-76
Rhône 10e
Haute-Loire 3e

Ces quatre circonscriptions ont été perdues en 1978 au profit de la droite.

Solidarité : à cœur ouvert avec les jeunes

Pour « livrer la bataille de l'emploi sur le terrain », les ministres continuent leur tour de France. Trois d'entre eux, le ministre de la Solidarité, celui du Temps libre et celui du Travail se sont rendus pour cela, le lundi 18 janvier, dans la région Midi-Pyrénées. A Toulouse, Nicole Questiaux, André Henry et Jean Auroux ont affirmé ensemble que « l'approche globale des problèmes de solidarité, de travail et de temps libre était la plus adaptée à la lutte contre le chômage ». Avant, chacun avait de son côté parcouru un département pour être à l'écoute des besoins de chacun. En fin d'après-midi devant les élus locaux, les services départementaux de leurs ministères et les partenaires sociaux, ils ont tiré le bilan de leur journée. André Henry a constaté « la volonté de la région de participer à une politique dynamique pour inverser le courant ». Jean Auroux a souligné pour sa part qu'une réelle politique du temps libre libérerait un « espace économique considérable », tout en annonçant la création d'une agence expérimentale de l'A.n.p.e., plus décentralisée, à Toulouse. Le ministre du Travail a également réaffirmé, à maintes reprises, son souhait que les comités locaux de l'emploi « deviennent des lieux de rassemblement des initiatives et des énergies ».

Nicole Questiaux, elle, avait sillonné le département du Gers : un département particulièrement déserté par les jeunes, ce qui amène le ministre de la Solidarité à conclure : « Il n'est plus possible d'admettre que les populations excédentaires d'une région soit amenées à en partir. » Tout au long de son périple qui l'amena à visiter un établissement thermal à Castera-Verduzan, une maison de retraite à Saint-Clar, à signer un contrat de solidarité avec la commune de Nogaro, Nicole Questiaux a rappelé sa conviction : pour gagner la bataille pour l'emploi, il ne faut jamais oublier que « le secteur sanitaire et social peut créer des emplois en répondant aux besoins d'une population défavorisée ». Cette évidence a rencontré un écho favorable en rappelant que la lutte contre le chômage ne se gagnait pas uniquement dans les usines. Les patrons eux-mêmes, qui se plaignent toujours de la lourdeur des charges sociales, ont prêté une oreille attentive aux propos, inhabituels pour eux, tenus par le ministre lors de leur rencontre : « Ne nous y trompons pas : l'amorce de la reprise est bien le résultat de la revalorisation sensible des prestations sociales intervenues en 1981. »

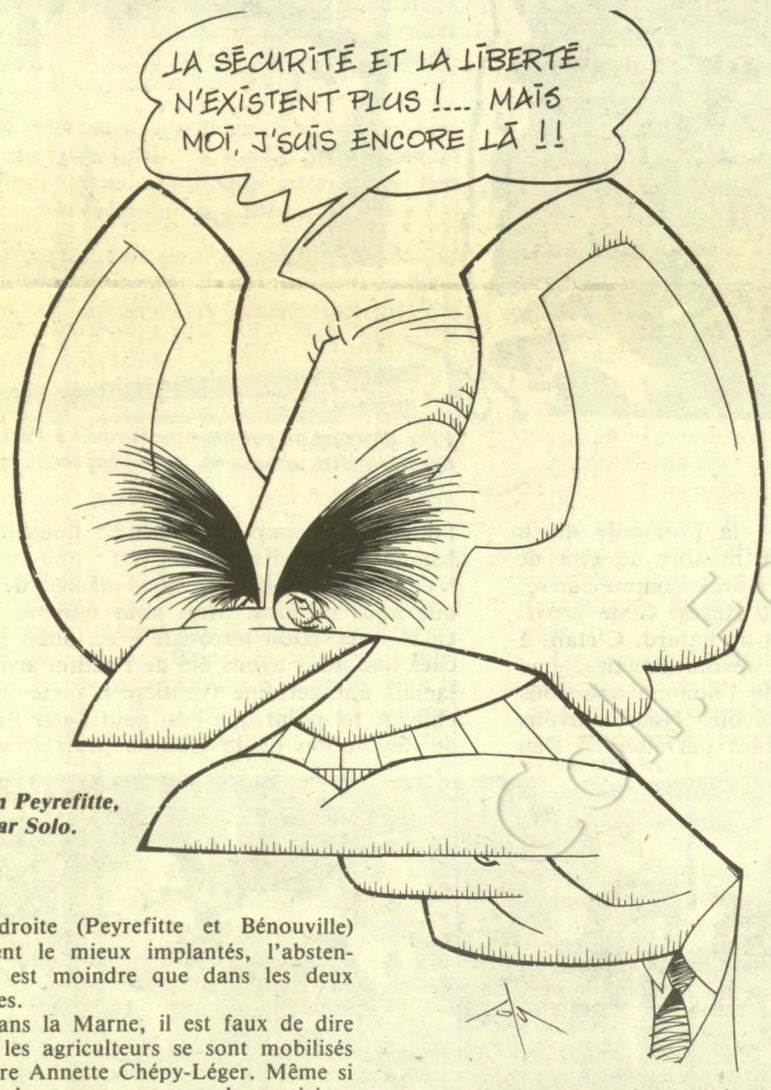
Pour les ministres en déplacement, le courant est passé. Tous constatent que, lors de ces voyages, nombre de leurs interlocuteurs s'étonnent presque qu'on aille, sur le terrain, s'enquérir de leurs problèmes. C'est, il est vrai, une démarche à laquelle le précédent gouvernement ne les avait guère habitués...

On réalise encore mieux combien l'ancien pouvoir était loin des Français quand les ministres, au cours de déplacements dont on parle moins, vont encore plus près des réalités locales, C'est ainsi que, la semaine passée, les jeunes immigrés d'un foyer de travailleurs, en Seine-Saint-Denis, ont pu parler à cœur ouvert de leurs problèmes avec le ministre de la Solidarité. Des jeunes Maghrébins, Yougoslaves ou Antillais ont pu évoquer leur difficulté à trouver un premier emploi : employés la plupart du temps à la demi-journée, comme bouche-trous pour un travail intérimaire, en butte au racisme, ils ont apporté des témoignages souvent bouleversants. Celui de cette jeune Antillaise envoyée par une agence d'intérim qui revient sans rien, alors qu'une place était signalée vacante. L'employeur téléphonera le soir même pour se plaindre à l'agence : « Je vous avais bien dit qu'on ne voulait pas de personnel de couleur... » Ou celui de ce jeune ne réussissant pas à trouver un emploi dans la restauration, parce que sa couleur de peau, « ça ne passe pas vis-à-vis de la clientèle », qui conclut : « Je suis né en France, mais on ne m'accepte pas comme Français. Les étrangers ne sont pas français, quoi ! » Un autre : « Nous les immigrés de la deuxième génération, on nous a donné des cartes françaises. Mais quand un employeur vous regarde, vous êtes noirs ou arabes. »

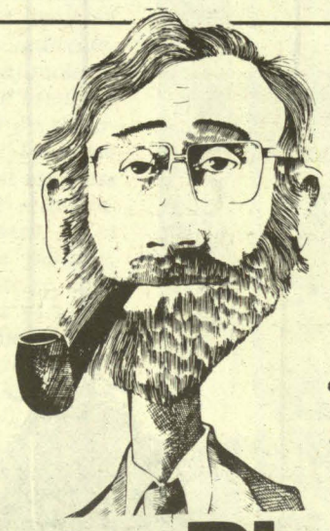
Un toujours lourd handicap quand on est, de plus, sans formation professionnelle... A Nicole Questiaux qui leur demandait, après les avoir écoutés, de leur signaler tous les cas de racisme pour qu'elle puisse intervenir par une lettre personnelle, un chœur de jeunes immigrés a répondu en éclatant de rire : « Vous allez avoir du travail ! » Mais c'est dans le silence le plus total qu'ils ont écouté un langage nouveau pour eux quand Nicole Questiaux, évoquant le racisme et le travail intérimaire, leur dit : « Il est impossible que le premier contact d'un jeune avec le travail, ce soit cela... Je ne tolère pas qu'on vous dise, quand vous commencez votre vie, que vous avez échoué, en vous imputant un échec qui est celui de la société... »

Le mot de la fin à un des jeunes présents qui s'est adressé à Nicole Questiaux pour lui dire : « Nous ne voulons plus être soumis à l'échec inéluctable. Nous espérons d'un gouvernement de gauche qu'il nous apporte une pédagogie de la réussite... »

M.K.



Alain Peyrefitte, vu par Solo.



DIPAPACÉQUOI

Péripéties

par Piem

LE changement était en marche. Il avançait depuis huit mois déjà.

Quelques poseurs de traquenards avaient cependant disposé sur sa route les pièges et les cassis qui devaient en contrarier le déroulement.

Fuite de capitaux, refus d'embauches et autres petites gâteries devaient un jour ou l'autre faire capoter le processus.

C'est alors qu'apparut sur la route Pépipétie numéro un ; elle avait mis sa grande robe constitutionnelle, donnait de la voix et du conseil au milieu de la chaussée.

Le changement, respectant une si noble institution, ralentit.

— Ayez pitié des porteurs de parts petits et gros, dit la dame vertueuse.

— Ça va faire des Frey, dit le changement.

Péripétie haussa les épaules à défaut de hausser le ton. « Repassez par la case départ et revenez plus tard. » C'est la bourse ou la vie.

Fric du malin n'arrête pas le pèlerin, le changement poursuivit son chemin.

Au détour du sentier de la vertu Péripétie numéro deux avait tendu son filet. Elle avait placé au milieu de la route quatre sièges à pourvoir-pourvus. Trônant en son milieu Monsieur Sécu et Liberté tout de vert vêtu, on pouvait y voir aussi Dominati et tutti quanti.

Le changement s'attendait à ce piège. La solidarité gouvernementale n'empêche pas les P.c. mignons (comprenne qui voudra).

— C'est le début de la fin, s'écrie Peyrefitte qui a toujours pensé que sa faim justifiait les moyens.

Tutti quanti applaudit des deux mains.

La route était encore longue et les péripéties ont tendance à faire des petits ainsi va la vie, c'est pourquoi les yeux fixés sur son objectif le changement écarta les quatres sièges pourvus et poursuivit sa route.

Le père et son fils cheminaient la main dans la main, ils allaient dans la même direction. Le changement les prit en charge.

Bien installé à l'arrière, les pieds ne touchant pas le plancher, le petit garçon regardait se dérouler le paysage. Il y avait du ciel bleu et du soleil.

— Dis papa c'était quoi ces péripéties ?

— Les charmes de la Démocratie.

Pologne : où en sont les solidarités ?

Plus d'un mois après la proclamation de « l'état de guerre » en Pologne, le mouvement de solidarité en France continue à s'amplifier. Des initiatives très diverses sont prises à Paris et en province par des organisations syndicales (C.f.d.t. en tête), des associations voire de simples particuliers : meetings de soutien à Solidarité, envois de vivres et de médicaments, opération « cartes postales » expédiées à l'ambassade de Pologne, etc. Tous les jours, à l'esplanade des Invalides, non loin de l'ambassade de Pologne, « l'oiseau de la liberté » est hissé par un groupe de Polonais et de Français. Une opération « Ballons libres vers la Pologne » vient d'être lancée : il s'agit d'envoyer des messages de solidarité au peuple polonais (Martin Adler - 1, rue Francis-de-Pressencé 75014 Paris). C'est la première fois depuis longtemps qu'un tel mouvement de mobilisation populaire a lieu en France pour soutenir un mouvement de résistance à l'étranger. Et la solidarité dépasse le cadre des traditionnelles pétitions d'intellectuels. Des afficheurs et des publicitaires ont lancé gratuitement et anonymement une campagne pour qu'on n'oublie pas la Pologne : sur les murs de Paris et des grandes villes de Province, le visage anxieux et étonné d'une femme coiffée d'un fichu interpelle le passant. Sans slogan, ni légende ces affiches ne demandent rien : elles sont là pour lutter contre l'indifférence, c'est tout. Des cinémas se consacrent aux films polonais, des théâtres versent la recette d'un soir à Solidarité-Pologne, une radio libre, Radio-Montmartre, prête sa fréquence au comité Solidarnosc (95 Mhz). De son côté, le Parti socialiste a lancé dès le 17 décembre une pétition nationale demandant « la libération immédiate des militants polonais et la possibilité pour les dirigeants de Solidarité d'exercer leur activité ». Une autre initiative devrait être décidée prochainement : le P.s. organiserait une campagne de parrainage de prisonniers politiques polonais. Les mairies, les sections prendraient en charge un détenu et sa famille et interpelleraient directement à leur sujet les autorités polonaises. Actuellement, l'ensemble des initiatives s'ordonne autour de deux axes : d'une part, le soutien au mouvement social polonais à travers le syndicat Solidarité, d'autre part, l'organisation de la solidarité par le biais de l'aide alimentaire et médicale envoyée aux Polonais par l'intermédiaire de l'épiscopat et des paroisses polonaises (le plus sûr vecteur en ce moment).

→ Soutien au mouvement social et aux syndicalistes polonais : il s'agit de soutenir les militants emprisonnés ou dans la clandestinité et leurs familles. C'est le Comité de coordination du syndicat polonais Solidarnosc en France qui regroupe les fonds et les initiatives dans ce domaine. (Solidarité-Pologne, 10 passage des Deux-Sœurs 75009 - Paris - Tél. 523.14.38 - CCP 4950 L au nom de René Salanne - mention Solidarité-Pologne.) Ce comité a été créé par la vingtaine de militants de Solidarnosc qui se trouvaient en France au moment de la proclamation de « l'état de guerre ». Il bénéficie du soutien matériel et logistique de la C.f.d.t. Plus de deux millions de francs ont déjà été collectés par l'intermédiaire des militants de la C.f.d.t. sous la forme de dons et par la vente (10 F pièce) des badges Solidarnosc. 200 000 demandes de badges sont parvenues à la C.f.d.t. mais l'usine qui les fabrique n'arrive pas à fournir... De leur côté les militants de Solidarnosc en France sont submergés de demandes de participation à des meetings et réunions syndicales. La C.f.d.t. et une dizaine d'organisations qui participent aux collectes ont créé un comité de contrôle des fonds de soutien à Solidarnosc, composé de trois syndicalistes polonais, trois cédétistes, un syndicaliste japonais (le syndicat japonais Sohio a versé 128 000 F) et le philosophe Michel Foucault.

→ L'aide alimentaire et médicale. Cette solidarité humanitaire à tous les Polonais confrontés à la pénurie alimentaire et à un manque dramatique de médicaments passe par plusieurs organismes dignes de confiance et efficaces. Les principaux :

• Encore et toujours la C.f.d.t. — 5, rue Cadet 75439 Paris. Cette fois il s'agit d'un compte C.c.p. ouvert en faveur de la Pologne depuis août 1980 et géré directement par la C.f.d.t. : C.c.p. 283 24 T Paris -Solidarité Pologne.

• Association France-Pologne -8, rue Saint-Simon 75007 Paris - Tél. 544.66.38. C.c.p. 14 318 04 P - Paris.

• Terre et Progrès achemine des convois alimentaires et les distribue sous le contrôle de l'épiscopat polonais. (11, rue du Faubourg-Poissonnière 75009 Paris - Tél. 246.72.72.)

• Médecins du Monde 17, rue du Fer-à-Moulin 75005 Paris - Tél. 624.22.37 - Compte 93 385 20 - B.n.p. agence 102, avenue du Roulle Neuilly-sur-Seine.

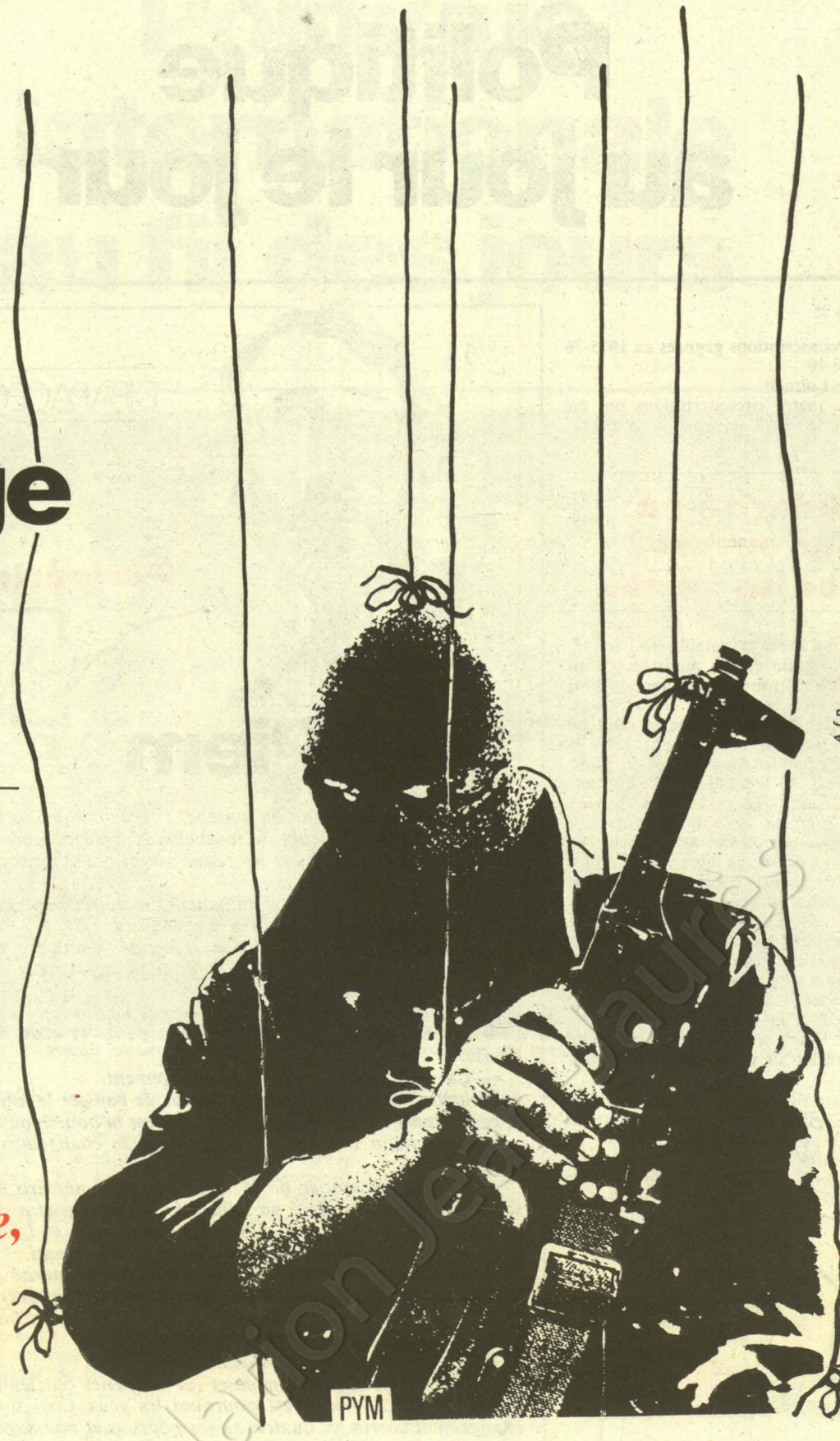
• Médecins sans frontières -C.c.p. 3376971 La Source. 161, boulevard Lefebvre 75015 Paris - Tél. 828.39.61.

Et au-delà de toutes ces actions de solidarité matérielle — indispensables — il faut par-dessus tout éviter que le silence retombe sur la Pologne : c'est ce que redoutent le plus les militants de Solidarnosc...

M.-J. B

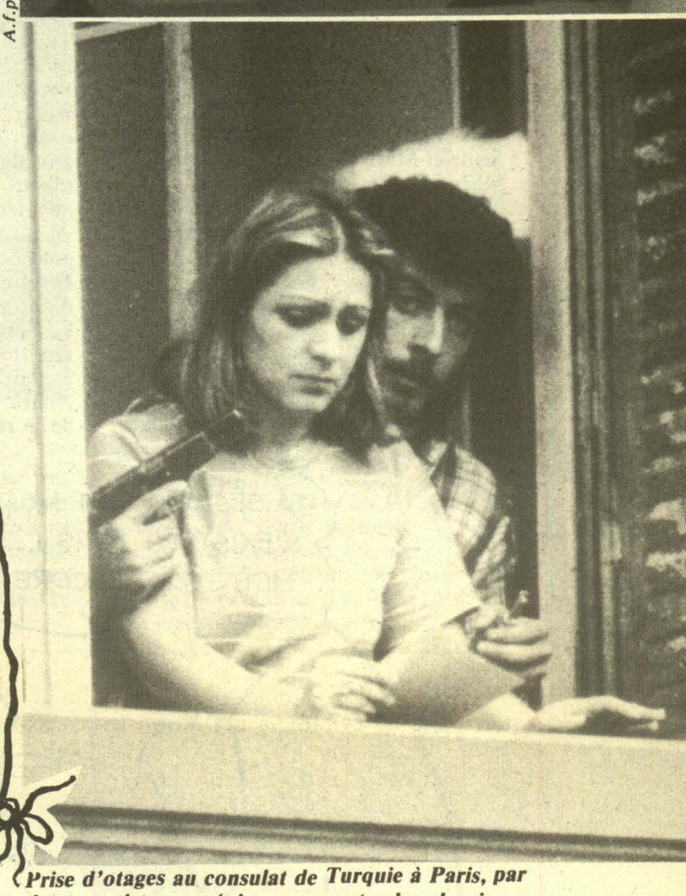
La France dans l'engrenage terroriste

Pourquoi la France a-t-elle été jusqu'à présent relativement épargnée par le phénomène terroriste ? Alain Geismar, ex-leader de Mai-68 et de la Gauche prolétarienne, auteur du livre "l'Engrenage terroriste", donne quelques raisons et explications





A.f.p.



Prise d'otages au consulat de Turquie à Paris, par des terroristes arméniens, en septembre dernier.

PAR GILBERT SANS

« L'UNITÉ » : A certains égards, peut-on considérer ce livre, « l'Engrenage terroriste », comme un bilan, en tout ou partie : bilan d'une période, bilan d'un militant révolutionnaire ?

ALAIN GEISMAR : Ces problèmes du rapport entre l'action militante, l'action politique et l'action militaire, je les ai rencontrés avec la guerre d'Algérie, donc vers la fin des années cinquante. Ensuite en 1968 où, à un certain moment, quand de Gaulle était à Baden-Baden, il y avait de sérieux bruits de bottes, voir de chenilles de chars qui se répandaient au voisinage de Paris. Dans la foulée, au début des années soixante-dix, la question se posait de la guerre civile, de la lutte armée, ces questions auxquelles, collectivement, pas mal de militants ont été amenés à réfléchir à l'époque. J'ai été aussi extrêmement frappé parce que des gens très proches de nous en 1968, en Italie, en Allemagne, dans d'autres pays, sont devenus des terroristes. Nous ne le sommes pas devenus et pas par accident historique : mais volontairement, délibérément. J'ai décidé de l'écrire après les attentats de Bologne et de Munich à l'automne 1980. J'ai vraiment pensé que c'était le moment de le faire. D'autant que j'ai le sentiment très profond que c'est un sujet sur lequel les gens ne réfléchissent guère ; un sujet sur lequel les citoyens ont deux réactions. 1) J'ai peur. 2) Ça ne me concerne pas : réactions contradictoires et paralysantes. La question du terrorisme est abandonnée à ses protagonistes, les groupes armées et leur adversaire : le contre-terrorisme policier ou parapolicier. A moins qu'il ne serve de thème de propagande (livres, média...).

— Comment expliquer qu'un pays comme la France ait été — relativement — épargné par le phénomène terroriste ?

— Il y a des actions terroristes en France. Il n'y a pas de terrorisme comme système politique pratiqué par un groupe ou un ensemble de groupes qui pourrait se réclamer de la légitimité d'une base populaire. Ce qui aurait pu se passer, c'est que sorte de Mai-68, d'un mouvement profond brassant des millions de gens, un mouvement terroriste.

C'est un peu ce qui s'est passé, toutes proportions gardées, en Allemagne et en Italie. Ce sont des protagonistes du « mai » allemand, du « mai » italien ou du « mai » japonais qui se sont lancés dans le terrorisme. Cela a été épargné à la France. Mais il y a des actes terroristes en France. Tout le monde en connaît un certain nombre, mais on en oublie beaucoup. Il n'y a pas que la Corse et la Bretagne. Il y a eu des morts et des blessés. Il y a eu Copernic, bien sûr, mais il y a aussi quelques centaines d'attentats par an en France dont une grande partie d'extrême droite. L'absence dans la mouvance militante issue de Mai-68 de courant terroriste tient au fait que la Gauche prolétarienne, qui aurait pu en porter le berceau, a refusé le terrorisme pour des raisons très profondes de morale politique. Quand Pierre Overney a été assassiné devant les usines Renault, quand un jeune lycéen a été tué en 1968 du fait des gardes mobiles devant Flins, quand deux ouvriers — Blanchet et Bellot — ont été assassinés par les C.r.s. à Peugeot-Sochaux, il y avait une situation où, ailleurs et avec d'autres mentalités, il devenait pensable que des groupes passent à l'action armée. L'argument essentiel expliquant que la Gauche prolétarienne ne soit pas passée à l'action — et comme elle occupait l'essentiel de ce terrain d'extrême gauche personne n'y est passé — est lié à la manière dont était forgée la conscience politique de ses fondateurs très profondément héritiers de l'antifascisme et de l'antinazisme d'une part et des héritiers de la lutte contre la torture pendant la guerre d'Algérie, de la lutte contre les guerres coloniales. Du refus donc... Et même en pensant que la guerre civile était à l'horizon et donc nécessaire pour des militants de s'y préparer, nous avions toujours eu en tête de ne jamais tirer le premier coup de feu. Même quand un camarade a été tué, nous n'avons pas riposté.

Deuxième élément : la proximité de la G.p., avec un certain nombre de gens de très haute conscience morale comme Sartre, Foucault, Clavel, et d'autres. Cette proximité n'était pas le fait du hasard. C'était, à travers la démarche révolutionnaire, une certaine conception de l'homme que nous cherchions à promouvoir. Nous n'avons pas fait que des choses parfaites, il s'en faut de beaucoup. La preuve : nous nous sommes autodissous. C'est que nous n'étions pas satisfaits nous-mêmes de ce que nous faisions. Mais nous n'avons pas eu la « tentation terroriste » et, aussi proches que nous ayons été de l'action armée, jamais une certaine frontière n'a été franchie. A tel point que l'on peut dater l'acte de dissolution de la Gauche prolétarienne



A.f.p.

Assassinat d'un diplomate américain, la semaine dernière à Paris.

du refus par sa direction politique de l'opération palestinienne de Munich (1974).

A partir de cet événement commence à se développer un processus qui, conjugué avec les problèmes intérieurs français, conjugué avec Lip aussi, nous a conduits à la dissolution. Parce que nous avons pensé — je vais très vite — que si Lip avait pu se faire sans nous, ça prouvait que l'on n'avait plus tellement besoin de nous pour faire passer l'imagination au pouvoir, de la Sorbonne à l'usine.

— Souvent, les mouvements terroristes ont comme premier résultat la mise en cause de la démocratie politique traditionnelle en faveur d'idéologies plus musclées ; par exemple les Tupamaros... S'agit-il d'une constante ?

— Pour les Tupamaros c'est même encore plus grave, il n'est pas du tout évident que l'Uruguay — une des rares démocraties bourgeoises de l'Amérique latine — serait devenu fasciste sans leur intervention. Les conditions internes de l'Uruguay ne prédisposaient pas ce pays au fascisme. Il y avait une forme d'alternance : colorados, blancos... C'était un des pays les plus « prospères » d'Amérique latine. Le fascisme en Uruguay est né en réaction aux Tupamaros orchestrée par l'état-major, par l'armée, finissant par un coup d'Etat. L'Uruguay aujourd'hui est une des pires dictatures au monde et paradoxalement ce qui reste des Tupamaros — pratiquement rien d'ailleurs — se trouve allié à leurs anciens ennemis, aux gouvernants bourgeois de l'époque, contre le fascisme. Bilan : des milliers de morts, de torturés ; la population a souffert l'impossible et souffre encore. Alors on peut sérieusement se poser quelques questions. N'oublions pas que parfois la fascisme a succédé à autre chose qu'à des courants terroristes et si on regarde, par exemple, le Chili, le fascisme succède à un régime de Front populaire dirigé par le socialiste Allende. Alors attention aux simplifications outrancières ! La source du fascisme dans la dernière fraction du XXe siècle n'est pas uniquement le mouvement terroriste.

— Mais alors quelle analyse faire et donner du terrorisme ? N'y a-t-il pas également quelque responsabilité du côté d'une certaine conception de la « raison d'Etat » ?

— Si on doit donner une définition du terroriste en évitant la définition trop classique, à savoir : est résistant celui qui gagne, est terroriste celui qui perd, je dirais : est terroriste celui ou ceux ou celles qui décident de faire vivre un peuple au rythme de la terreur et de la contre-terreur. Alors l'Allemagne nazie est terroriste ; les dirigeants nazis ont décidé dans les années trente de pratiquer le terrorisme d'Etat. L'Espagne de Franco était un Etat terroriste. Sont terroristes des gens qui, en période de paix civile, décident de se lancer systématiquement dans l'action armée. Systématiquement car je pense que l'exécution de Carrero Blanco a aidé probablement le peuple espagnol a avancer vers la démocratie. Je pense que l'assassinat d'Aldo Moro est un crime et un crime terroriste. Il pouvait y avoir nécessité de liquider Carrero Blanco ; c'est une autre chose de systématiquement pratiquer le terrorisme en Espagne, dix ans avant, dix ans après.

Et la question de liquider un tyran n'est pas la même que de construire des groupes armés devant avoir, comme politique, une pratique systématisée du terrorisme. Effectivement on ne peut pas parler du terrorisme sans parler du terrorisme d'Etat, sans reprendre la référence historique au nazisme, sans reparler du fascisme, du franquisme, du régime de terreur en Argentine.

La question irlandaise est une question difficile. De toute façon, il était scandaleux de laisser ces types mourir de faim en prison alors qu'ils formulaient des revendications sur leurs conditions de détention. Ils ne demandaient pas que le gouvernement de sa gracieuse majesté dépose les armes. Mettre la vie des hommes en balance devant des conditions de détention, c'est un scandale. Maintenant la question irlandaise est délicate : parce qu'il est clair que, depuis des siècles, les Anglais sont considérés, sont vécus comme des colonisateurs avec leur armée en Irlande. Maintenant, au point où en sont les choses, aujourd'hui en 1982, il n'en demeure pas moins, que si ce colonisateur s'en va, brusquement du jour au lendemain, sans préparer une solution de transition, on ne sait pas trop ce qui se passera entre catholiques et protestants en Irlande du Nord. Donc les choses sont difficiles, du fait de la pratique des groupes paramilitaires protestants, du fait de la pratique de l'Ira provisoire et du fait de la pratique et de l'attitude de l'Angleterre. Rien ne se réglera en 24 heures. Maintenant, laisser mourir Bobby Sands et ses camarades — comme ils l'ont fait — c'est nourrir une certaine légitimité du terrorisme à venir.

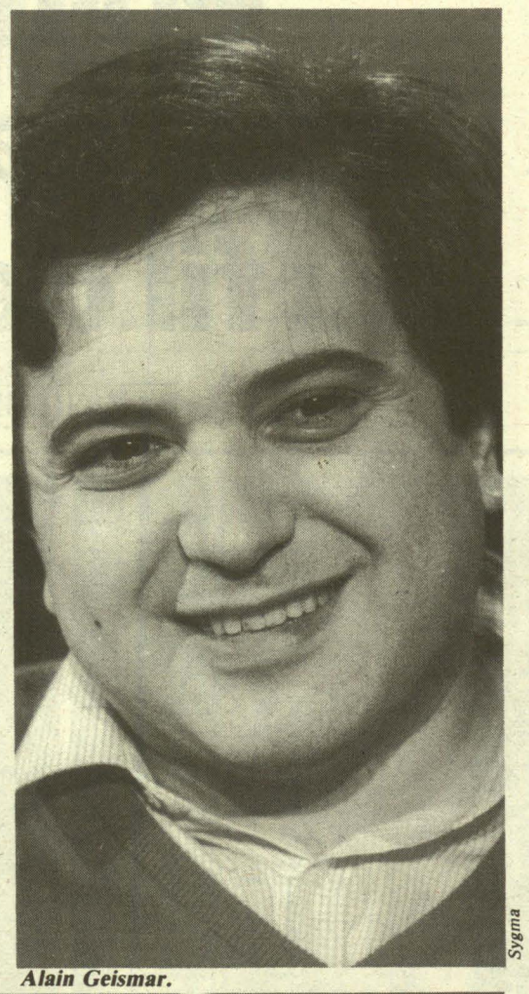
— Ton livre nous apprend quantité de choses croustillantes, concernant par exemple, le premier détournement d'avion de l'Histoire...

— Dans l'histoire de l'aéronautique, c'est l'avion de Ben Bella qui a été détourné par le gouvernement français dirigé par le socialiste Guy Mollet, à l'époque. Je pense que, en France, quand on parle de terrorisme et détournement d'avion, il est de bon ton de rappeler cela et le bombardement de Sakiet. A l'époque, sauf erreur, il n'y a qu'un ministre qui a démissionné. Donc, nul ici n'est vierge. On ne peut pas demander aux Etats d'adopter une morale de pureté tant qu'il existe des Etats qui, eux, ne sont pas moraux. Un Etat a sa logique propre. Cela dit, il y a des degrés d'immoralité étatique qui sont absolument intolérables et insupportables et qui relèvent du terrorisme. Quand un garde des Sceaux dit qu'il faut maintenir la peine de mort parce que cela fait peur, c'est purement et simplement la même logique que celle du dictionnaire, à la rubrique terrorisme. On ne peut pas être contre la peine de mort et accepter des exécutions capitales ; que ces exécutions soient le fait de l'Etat ou de groupes dits révolutionnaires. Je ne reconnais pas plus à la justice dite prolétarienne, révolutionnaire ou de gauche, le droit de faire ce que je dénie à la justice de droite, bourgeoise.

— Il y a dans le fonctionnement du terrorisme comme une effroyable logique, une courroie d'entraînement...

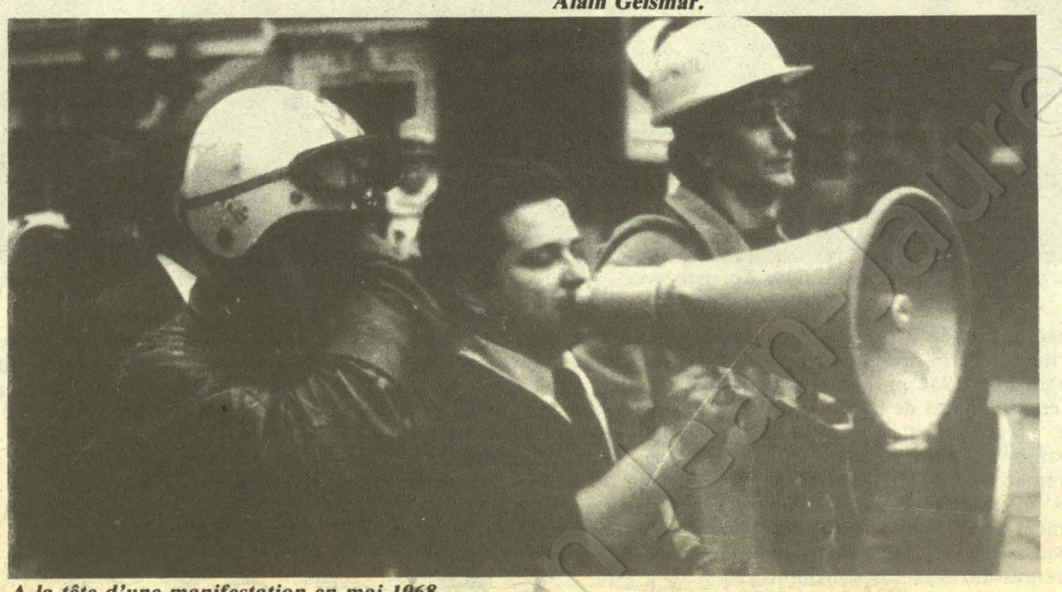
— Le terrorisme fonctionne suivant une logique échapant, à la longue, totalement aux mains et à la pensée de ceux qui en ont été les initiateurs. Quand un terrorisme est faible, il a besoin de protecteurs. Quand un terrorisme n'a pas de base de masse, il a besoin d'argent, de caches, de matériel, de faux papiers et il y a toujours des gens qui viendront lui en proposer. Nous vivons dans un monde divisé, dans lequel des services secrets et des services spéciaux fonctionnent et il y a des gens qui sont intéressés à la destabilisation de tel ou tel Etat ou

(suite en page 11)



Sygma

Alain Geismar.



A la tête d'une manifestation en mai 1968.

Secrétaire général du Snesup en Mai-68 — il militait auparavant dans la gauche P.s.u. —, il devient l'une des figures les plus marquantes du mouvement. Souvenons-nous aujourd'hui, vu de loin et par les effets d'une lointaine et primaire propagande tout en images d'Epinal : tout commence en mars à Nanterre. Les garçons veulent coucher avec les filles (en passant : on ne saura décidément jamais si la réciproque était vraie...). Mais voilà, le ministre ne le veut pas. Alors trois fulgurants diablotins sortis de leur boîte par des forces nécessairement étrangères — Cohn-Bendit, Geismar, Sauvageot — écument le pavé parisien en hurlant — hystériquement bien sûr... — : « Nous sommes tous des juifs allemands » et en mettant le feu à toutes les voitures. D'ailleurs c'est à la télé. Les légendes se créent.

Il existe toujours plusieurs grilles de lecture de l'Histoire. Dans le cas de Mai-68, du début — « texte voté par 142 étudiants (2 contre, 3 abstentions) la nuit du 22 mars » (2) — à la fin : les élections et certains articles de « l'Humanité » ou circulaires de la C.g.t. dont la lecture est aujourd'hui encore infâmante et indigne, l'Histoire a tranché, y compris par la voix d'un homme — acteur et témoin ô combien privilégié ! — comme Maurice Grimaud, préfet en 1968, aujourd'hui directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur.

Geismar devient ensuite l'un des principaux dirigeants de la G.p. — Gauche prolétarienne, organisation d'inspiration maoïste. L'époque est trouble. En France, une fraction non négligeable de la bourgeoisie liquide de Gaulle. En Italie et en Allemagne, c'est la montée des terrorismes. Aux Etats-Unis, le F.b.i. et d'autres finiront bientôt la liquidation — physique et totale — du radicalisme noir. Au Japon, les choses finiront également très mal. Dans la clandestinité, des militants jugeront le « déviationnisme » d'autres militants et les exécuteront : crime quasiment tribal et rituel. Eux, à la Gauche prolétarienne, ne tomberont pas dans l'engrenage.

Livres et thèses sur le phénomène terroriste ne manquent assurément pas. Ils et elles tiennent le plus souvent du manichéisme le plus simplet, voire de la pure propagande. On constatera à l'évidence que la pensée d'Alain Geismar ne relève nullement de ces sous-catégories idéologiques et littéraires — addition de chefs d'orchestre clandestins et de rapports de police. Elle éclaire même — on peut en juger ci-dessous — des pans entiers de notre actualité la plus brûlante.

Auteur d'un excellent petit bouquin sur le terrorisme (1), Alain Geismar s'explique cette semaine dans « l'Unité ». Cet homme — aujourd'hui actif universitaire, le 10 mai le retrouve, naturellement, dans le « bon camp » — sait de quoi il parle.

(1) « L'Engrenage terroriste », éditions Fayard.
(2) « Vers la guerre civile » (1969) de Geismar, July et Morane.

UNE nouvelle vague terroriste est-elle en train d'éclore sur le territoire européen ?

Il est certes trop tôt — au moment où nous écrivons ces lignes — pour se prononcer clairement sur les causes et circonstances de l'assassinat, perpétré de sang-froid en début de semaine, d'un diplomate américain accrédité à Paris. Une seule balle, un assassin s'enfuyant calmement à pieds, une « rigueur » toute professionnelle...

Il reste qu'avec cet attentat meurtrier indigne le phénomène terroriste pourrait ne plus épargner, directement ou indirectement, la France. Etonnantes conjonctions que cette suite d'enlèvements et d'attentats visant des personnalités militaires ou diplomatiques américaines en Europe. Le général de l'Otan, James L. Dozier, est toujours séquestré par les Brigades rouges « italiennes ». Il est non moins intéressant — et curieux — de voir dans quelle période, dans quels mouvements de l'Histoire, surviennent ces tentatives criminelles certainement peu spontanées : asservissement d'une Pologne transformée en camp de travail, montée des mobilisations pacifistes à l'Ouest (... et à l'Est dit-on aussi), dégénérescence de l'Etat démocrate-chrétien italien et gauche au pouvoir en France. Période où la remise en cause des principes (d'ailleurs non respectés) de Yalta — jusqu'alors intouchables — progresse dans les consciences occidentales.

Etrange coïncidence que le surgissement d'un terrorisme ne nourrissant plus une — éventuelle — légitimité de circonstances nationales particulières (voir, par exemple, ces dernières années : Irlande du Nord, Pays basque...), mais cherchant bien au contraire à intervenir délibérément dans une problématique politique mondiale.



A.f.p.

Creys-Malville : le lieu d'où furent tirées cinq roquettes sur la centrale nucléaire, la semaine dernière.

Politique internationale au fil des jours

PAR GILBERT SANS

La Finlande vire de bord

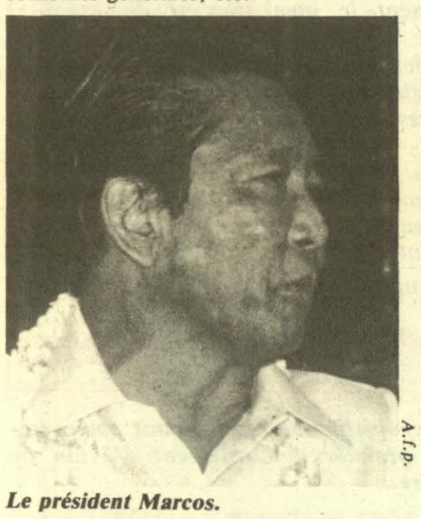
Le candidat du parti social-démocrate, Mauno Koïvisto, a remporté une écrasante victoire, ce début de semaine, aux élections — indirectes — à la présidence de la République. Sur place, les observateurs n'hésitent même plus à parler de « raz de marée » électoral.

Pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le pouvoir politique dans ce pays échappe en effet aux forces conservatrices. Le président sortant, Urho Kekkonen, aux commandes depuis 1956 — quand même une sorte de record — ne se représentait pas. Pour les Finlandais, il s'agit donc incontestablement d'un événement historique.

Il faudra attendre que le nouveau pouvoir se soit résolument attaqué à la tâche pour mesurer quelles pourront être les éventuelles implications internationales de cette retentissante victoire. La Finlande demeure en effet le seul pays à système démocratique à avoir une frontière commune avec l'Union soviétique. D'où, par le passé, une prudence et une compréhension — que beaucoup jugeaient excessives — vis-à-vis de ce puissant voisin, de la part des gouvernements conservateurs finlandais successifs.

Philippines : les invitations du couple-dictateur

Le président Marcos va bien. Madame la présidente aussi. Le « couple-dictateur » philippin maintient une poigne de fer sur son pays, et si la loi martiale a été levée l'an dernier — curieusement juste avant la visite dans l'île du pape Jean-Paul II — les nécessités de la « sécurité nationale » demeurent : interdiction des grèves et des manifestations, arrestations arbitraires, prévarications et combines générales, etc.



A.f.p.

Le président Marcos.

Bref rien n'a changé, hors les mots, et les Philippines ressemblent étrangement au visage commun et brutal d'une quelconque dictature sud-américaine.

Menacé de l'intérieur par l'aggravation de la crise économique, le regain de contestation de certains groupes de gauche et les menaces de sécession musulmane, la famille Marcos cherche plus que jamais des appuis à l'étranger. Dès l'élection de Ronald Reagan, Mme Marcos s'est précipitée à la Maison-Blanche. Bilan de l'opération : un ravalement institutionnel de façade aux Philippines, le maintien des bases U.s. dans l'île et un tombereau de promesses économiques.

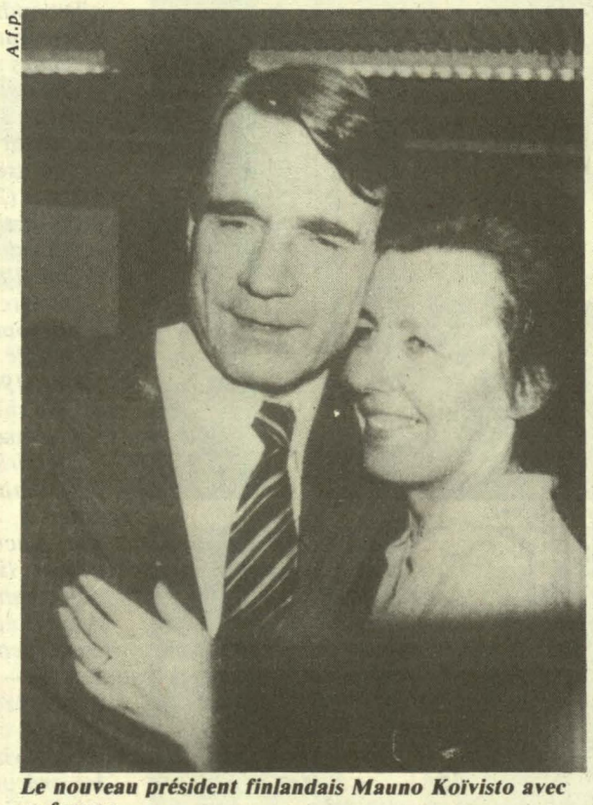
Par contre la visite du pape, dans un pays catholique à plus de 80 %, n'a pas eu de semblables effets. Une fraction non négligeable de l'influente hiérarchie catholique demeure plus que jamais réservée face à la dictature.

Le clan Marcos fait feu de tout bois. Madame — toujours elle — a eu l'excellente initiative de créer un festival international du film de Manille qui se déroule actuellement. On imagine cette manifestation de prestige — tapis rouge, champagne français... — au milieu des bidonvilles et d'une misère généralisée. On imagine, car le Syndicat français de la critique a vivement conseillé à ses membres le boycott de ce festival inutile.

Il sera intéressant de savoir, dans notre chère presse nationale, qui n'aura pu résister à la tentation d'une si aimable invitation...

Un socialiste au fauteuil de Strasbourg

Paradoxe, comme il s'en produit de temps en temps dans la vie politique :



A.f.p.

Le nouveau président finlandais Mauno Koïvisto avec sa femme.



Sygma

Le nouveau président du Parlement européen : Piet Dankert.

le Parlement européen, dominé par une majorité de centre-droit, sera présidé jusqu'en juin 1984 par un socialiste ! Tel est le résultat de la partie de « bras de fer » qui s'est déroulée mardi à Strasbourg entre les conservateurs britanniques et les chrétiens démocrates allemands. Les premiers ont finalement préféré favoriser l'élection du socialiste hollandais Piet Dankert, qui réunissait déjà sur son nom la totalité des voix de gauche, plutôt que de laisser le fauteuil présidentiel à Egon Klepsch, l'un des plus réactionnaires des représentants de la C.d.u. mais surtout un partisan acharné d'une intégration européenne dont les amis de Margaret Thatcher ne veulent pas entendre parler.

Piet Dankert a donc bénéficié de circonstances particulières mais aussi de l'autorité qu'il s'est acquise depuis l'élection du Parlement européen au suffrage universel par sa compétence en matière financière et budgétaire. Marié à une Française, il parle couramment, outre le néerlandais, le français, l'anglais et l'allemand, ce qui est une qualité particulièrement appréciée dans une assemblée multinationale où l'on s'exprime aujourd'hui en sept langues.

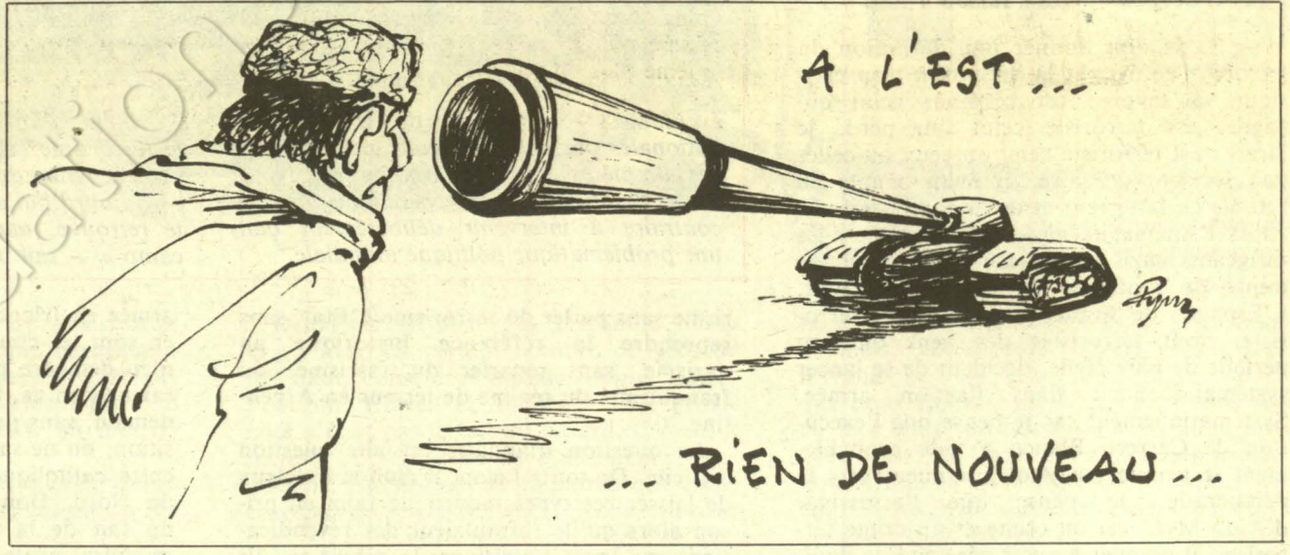
Quant à Simone Veil, qui n'avait pas voulu se représenter mais qui espérait bien pouvoir apparaître au troisième tour de scrutin comme un candidat d'union, elle ne cachait pas son amertume : abandonnant une fonction qui la plaçait depuis deux ans et demi au premier plan de la scène internationale, elle n'a plus guère de perspective de rejouer un rôle important dans la vie politique française.

Pologne : « marketing » pour l'extérieur, tour de vis pour l'intérieur

La Pologne va connaître « au moins cinq années difficiles ». C'est le vice-Premier ministre polonais, Rakowski, qui, dans une interview à l'hebdomadaire allemand « Stern », vient de nous prévenir : l'économie polonaise a besoin de « managers prêts à endosser leurs responsabilités ». Silence sur ceux qui produisent et sur leur droit. Par contre, sur leurs devoirs ! Et pour bien marquer que des droits « il n'y en avait guère », un démenti officiel est venu réduire à néant les espoirs de ceux qui avaient cru — les naïfs — en l'assurance d'une libération polonaise de Lech Walesa, ou en un adoucissement de l'état de siège.

C'est tout juste si le général Jaruzelski songe à présenter à la Diète « des mesures visant à réduire les inconvénients de l'état de siège ». C'est drôle comme les militaires, une fois au pouvoir, sont respectueux des règles. Pour mettre l'armée dans les rues, emprisonner les syndicalistes, couper le téléphone, mettre les journalistes en uniforme ils n'éprouvent pas le besoin de demander l'autorisation à qui que ce soit. Mais pour « réduire les inconvénients » de leurs actes, là, ils prennent leur temps, demandent l'avis, consultent. Bref, respectent toutes les règles de la démocratie formelle. Et si les inconvénients ne sont pas réduits assez vite, les militaires n'y seront pour rien. La faute en incombera aux civils...

En attendant, l'état de siège — avec tous ses « inconvénients » — demeure. Si le pouvoir en place tente de modifier son image de marque, il semble bien décidé pour cela à ne rien modifier à la situation actuelle. C'est tout juste s'il a entrepris une opération de « marketing » à l'étranger, les lettres de Jaruzelski constituant l'essentiel de l'effort. Et certains y ont été sensibles. Même en France. Mais en Pologne, les « durs » du Parti relèvent la tête. Après tout Jaruzelski lui-même a participé avec eux au pouvoir durant de très longues années ! A l'Est il n'y a pas grand-chose de nouveau.



Erythrée : un peuple et une guerre oubliés

Depuis plus de vingt ans, dans la Corne de l'Afrique, entre Soudan et Somalie, un peuple se bat, les armes à la main, contre ses ennemis successifs et, aussi, contre la trop grande indifférence de l'opinion mondiale, à croire que certaines solidarités fonctionneraient mieux que d'autres...

Pourtant, si les chiffres pouvaient parler à nos consciences, voici ce qu'ils pourraient dire : en vingt et une années de guerre, l'Erythrée — pays de quatre millions d'habitants — compte près d'un million de victimes. Il faut aujourd'hui dire clairement que pour ce petit peuple le concept même de guerre est pratiquement dépassé et que, petit à petit, on glisse vers le pur et simple génocide.

Pour reconquérir le droit de vivre libre sur son propre territoire, le peuple érythréen a dû combattre contre plusieurs envahisseurs successifs ; jusqu'au régime féodal éthiopien d'Haïle Sélassié. En 1978, l'armée éthiopienne ne contrôlait plus que trois villes en Erythrée lorsque l'intervention massive — en matériels et en conseillers militaires — soviétiques à fait changer la nature de la guerre.

Malgré ce coup très dur, pas seulement militairement mais aussi politiquement, pour les forces authentiquement révolutionnaires et progressistes qui dirigent la résistance — essentiellement le F.p.l.e. (Front populaire de libération de l'Erythrée) — les Erythréens sont constamment parvenus à contenir, voire à repousser, toutes les offensives éthiopiennes.

L'armée éthiopienne, de source sûre s'apprête à lancer sa sixième offensive générale contre l'Erythrée. Cette nouvelle campagne militaire marquera-t-elle le début d'une effroyable guerre chimique ? Selon la représentation en Europe du F.p.l.e. « sont arrivés à Asmara et ont été entreposés à la base aérienne, à la sortie de la ville, des stocks de gaz mortels de type G.A. (Tabun), G.B. (Sarin) et G.D. (Soman). Ces agents chimiques agissent tous par voie respiratoire, digestive ou percutanée. Leurs effets sont : troubles du système nerveux, notamment des fonctions visuelles, respiratoires et de coordination musculaire. » Notre hebdomadaire, on voudra peut-être bien le reconnaître, évite autant que possible à ses lecteurs le colportage des ragots. Nous nous permettrons donc de souligner particulièrement le fait que les informations dévoilées par le F.p.l.e. se sont toujours confirmées par la suite. Ce qui n'est pas forcément le cas, à propos des champs de bataille et même de la part de forces progressistes : nous ne citerons personne. Erythrée : le Vietnam de l'Afrique ? Il appartient à l'ensemble des démocrates de réveiller les consciences assoupies (ou sélectives), de provoquer les solidarités nécessaires et indispensables.



Jamais encore, l'emploi systématique de gaz de combat et d'armes chimiques meurtrières, bannies par toutes les conventions internationales (dont l'U.r.s.s. est signataire...), n'a été expérimenté.

Le F.p.l.e. n'a nullement fait mystère de sa satisfaction lors de l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République.

Les Erythréens voient dans la nouvelle politique extérieure française « une possibilité de rupture du schéma d'affrontement Est-Ouest dans lequel ils comptent pour quantité négligeable » (1). De ce point de vue, l'actuel séjour en France d'une forte délégation éthiopienne permettra à notre pays de peser résolument dans le sens de la paix. D'autant que cette région du monde — Corne de l'Afrique, océan Indien — constitue chaque jour davantage une poudrière potentielle.

Le plan de paix détaillé présenté par le F.p.l.e. voici un an demeure donc encore d'actualité. Il est le seul. A Addis-Abeba, le Derg éthiopien, fort de ses soutiens militaires étrangers, préfère encore croire à ce qu'il faut bien nommer « une solution finale ».

Au Parti socialiste — qui s'est toujours prononcé clairement en faveur du droit à l'autodétermination du peuple érythréen — la situation, à la veille de la reprise des hostilités militaires, ne laisse pas indifférent. Une campagne de popularisation avec la lutte des femmes en Erythrée est par exemple en préparation dans de nombreuses fédérations.

Il faut aider à trouver une solution politique au conflit. Le plus tôt sera le mieux. Il y va de la survie d'un peuple. Et aussi de l'honneur d'être socialiste en ce vingtième siècle et demi.

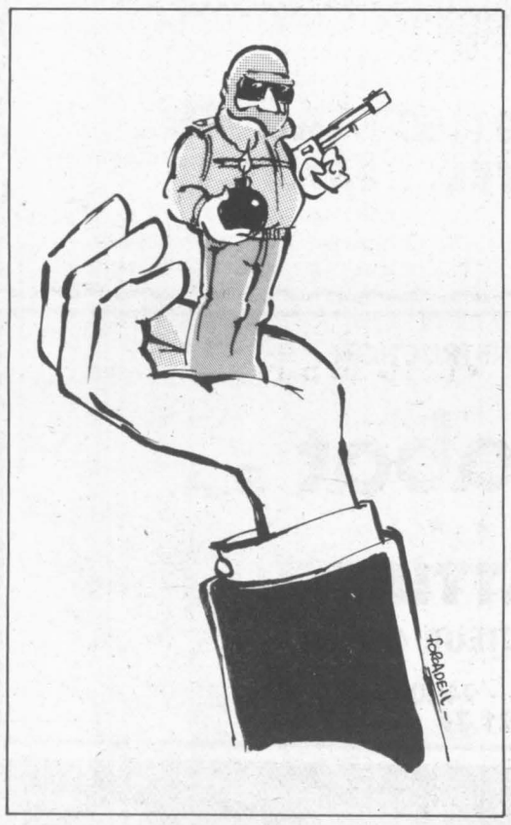
(1) in « Géopolitique du pétrole », n° 284 - décembre 81.

(suite de la page 9)

en tout cas qui sont capables d'avoir plusieurs fers au feu, de tenir une politique de détente et, en même temps, d'alimenter des groupes terroristes ou d'utiliser la force armée.

Quand des groupes, par faiblesse, sont amenés à accepter ce genre de soutien, ils ne s'appartiennent plus. Alors, suivant le cas, les « anti-impérialistes » seront pour les uns les Soviétiques, pour les autres le tiers monde et Khadafi, pour les troisièmes, autre chose... C'est le cas des Allemands par exemple. Les Allemands, faute d'être poissons dans l'eau en Allemagne, ont fini par sortir du terreau proprement allemand et se sont placés, d'eux-mêmes, dans un contexte politique mondial. Ils se sont faits les mercenaires de certains groupes palestiniens. On parle souvent de Khadafi, mais il y a certainement d'autres Etats et Khadafi lui-même n'existe que parce que les Soviétiques le veulent bien. Je pense qu'aucun Etat, qu'aucun chef d'Etat — fût-il pervers — ne peut déclencher seul le terrorisme. Ce sont les causes internes, ce qui se passe à l'intérieur d'un pays qui font que des groupes sont prêts à l'action terroriste. Mais une fois que ces groupes existent, ils peuvent très facilement devenir effectivement l'enjeu des conflits entre les grandes puissances.

Les grandes puissances ne peuvent pas créer des groupes terroristes, mais si la situation sociale, culturelle et politique d'un pays fait que des groupes terroristes se constituent et que dans la logique de l'affrontement entre ces groupes et l'Etat, à un moment précis à la fois par affinités politiques et par fragilité matérielle, ils se mettent dans les mains d'une des grandes puissances. On arrive à la situation du groupe Baader-Meinhof, parfois exécutant des commandes et parfois allant au-devant



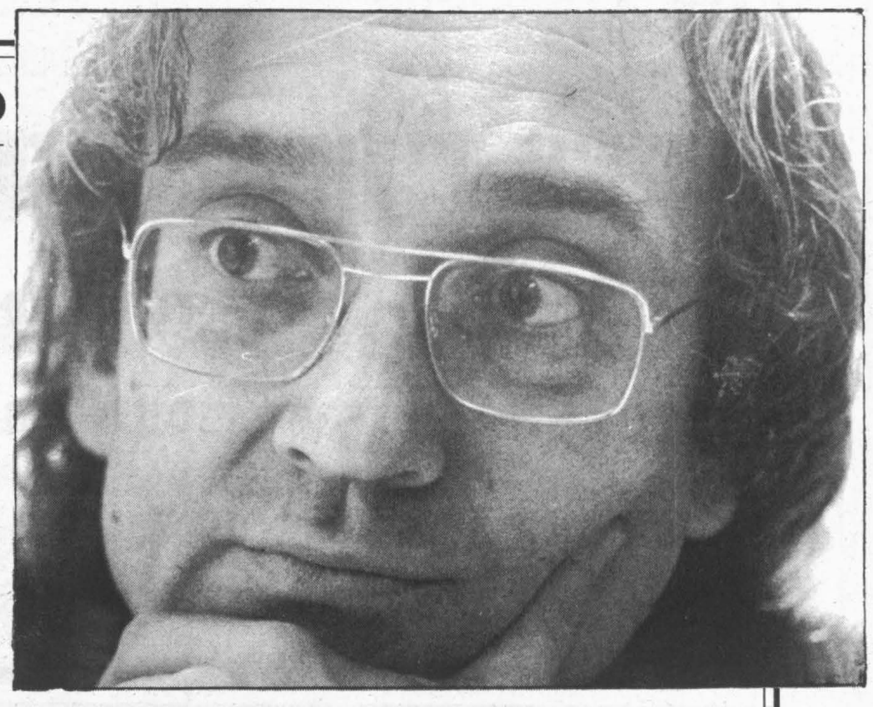
des espérances de leurs commanditaires : ainsi le projet d'action avorté contre Simon Wiesenthal. Personne n'avait demandé au groupe allemand de faire cela. Mais ils ont pensé que ça ferait plaisir à ceux qui étaient leurs bailleurs de fonds.

— Les problèmes socio-économiques et moraux, internes à une société donnée, n'ont-ils pas également une influence déterminante sur les conditions de naissance et de survie du terrorisme ?

— Ce sont effectivement des causes internes à la vie d'un peuple qui créent les conditions du terrorisme. Il intervient là où les problèmes vitaux ne sont pas traités, pas réglés fondamentalement. Là où les gens, désespérant de les voir traités par les moyens politiques habituels, utilisent la guerre comme moyen pour régler les problèmes.

Prenons un exemple récent : l'enlèvement à Naples de l'homme chargé de distribuer les fonds d'Etat pour les victimes du séisme. Tout le monde sait comment ces fonds sont distribués en Italie. C'est un scandale abominable. Certains s'en mettent plein les poches et la population est affamée malgré les efforts de solidarité internationale ou nationale effectués. Or les Brigades rouges qui étaient quasiment à l'agonie, de plus en plus affaiblies depuis la mort d'Aldo Moro — on quitte le terrorisme en masse, d'autres sont arrêtés — se tricotent une nouvelle base sociale en Italie du Sud, simplement par l'incapacité de l'Etat italien à assurer convenablement la solidarité à l'égard des victimes du sinistre. Et ça il faut très sérieusement y réfléchir, parce que c'est toujours dans l'incurie politique des grandes forces sociales et politiques des Etats que le terrorisme viendra s'installer.

La chronique de Max Gallo



Pour ceux qui ne s'en lavent jamais les mains

IL y a les folles de la place de Mai, avec leurs visages résolus et les photos des disparus qu'elles montrent aux passants et leurs voix :

« Dites-moi s'il est en vie
Dites-moi si déjà ils l'ont tué
Dis-moi toi qui passes l'air distrait
Et qui ignores en silence
Dis-moi s'il est une douleur aussi grande
Que des funérailles sans mort.
Dis-moi, ne passe pas au large !
Et ne t'en lave pas les mains ! » (1).

Il y a Halina Suwala, professeur de littérature française à l'université de Varsovie, spécialiste de Zola, arrêtée dans la nuit du 12 au 13 décembre et internée dans le camp de vacances (cela ne s'invente pas !) de l'armée polonaise, à Drawsko (2).

Il y a ces trois cents personnes assassinées depuis le début de l'année au Guatemala. Et parmi elles deux familles entières massacrées. Il y a les Afghans. Il y a ces trente personnes qui tombent chaque jour au Salvador. Il y a les persécutés — militants politiques, syndicalistes — de Turquie. Il y a Sakharov et ceux des camps de là-bas. Il y a les Haïtiens. Il y a tout ce que l'on a déjà lu jour après jour, ici et là, que l'on sait si bien qu'on ne s'en soucie plus, auquel on s'habitue : les enfants qui meurent inéluctablement, parce que la faim leur donne ce regard de vieillard qui n'espère même plus un secours.

Il y a les dix milles armes atomiques déployées contre des objectifs situés en Europe. Il y a l'apartheid, cet île de mépris.

Il y a ce couple, un homme et une femme âgés l'un et l'autre de moins de trente ans, chômeurs, et qu'on retrouve pendus. Il y a deux millions de chômeurs en France.

Il y a cet écart qui s'élargit entre les peuples les plus riches et les régions où l'homme vit dans le désert implacable de la pauvreté. Il y a ces millions de femmes que, dans de vastes régions du monde, on mutile encore, sauvagement. Il y a ces enfants qu'on fait ramper dans les galeries de mines, trop étroites pour des hommes. Il y a ces enfants sur les trottoirs, qu'on vend et qu'on prostitue. Il y a cette vieille femme qui porte dans sa mémoire tout un monde et qui voudrait le transmettre. Et personne ne l'entend.

Il y a aussi cette vie, la nôtre, dont on sait qu'elle est trop courte, qu'un de ces matins un peu plus froid, on regarde avec complaisance et nostalgie. Cette vie, notre vie, qu'on a aussi quelquefois du mal à comprendre et qui nous glisse entre les doigts.

Il y a ces « amis que vent emporte ». Il y a la mort.

ET puis il y a l'arrogance de ceux qui disent : « C'est ainsi », et qui, avec le haussement d'épaule qu'ont tous les nantis, bouffis de prétention, se détournent et se moquent. Et laissent faire.

Il y a les bourreaux qui tranchent les mains du guitariste. Il y a les soldats qui emprisonnent l'historien Bronislaw Geremek. Il y a les spectateurs « qui passent au large », avec de bonnes raisons. Et qui ne trempent jamais leur plume dans l'encre pour donner leur nom. Il y a les sceptiques et les raisonnables. Que peuvent, disent-ils, les « folles de mai » ou les syndicalistes de Solidarité ? Il y a ceux qui ne voient que d'un œil et ne comptent les corps suppliciés que s'ils sont jetés sur l'un des côtés de la chaussée.

Il y a les petits stratèges qui tronquent et manipulent, une phrase, une page parce qu'ils s'imaginent que c'est ainsi qu'on tient les hommes soumis ou qu'on casse les reins ou l'espoir d'un peuple. Il y a ceux qui refusent toute réforme parce que la peur de perdre les affole.

Et il y a ceux qui ricanent quand ils entendent dire qu'il faut changer les conditions de vie des hommes.

Il y a ceux qui jouent les professeurs d'économie, qui donnent des leçons pour l'avenir quand nous traversons encore les gravats qu'a laissés leur politique.

Il y a...
Il y a...
Il y a...
Il y a...

Il y a la dizaine de camarades, des amis, qui, sans autre raison majeure que celle de croire qu'il faut changer la vie, partagent un grand morceau de la leur. L'un emporte les dossiers à traiter chez lui et y passe ses jours. L'autre va de réunion en réunion, un quartier à défendre, une association à animer, un débat à mettre sur pied.

J'entends les aboyeurs parler d'ambitieux, d'hommes qui courtisent le pouvoir en place.

Il y a toujours une manière de rendre dérisoire l'action généreuse d'un homme.

MAIS ceux-là, ces amis, ne demandent rien, qu'à tenter de faire reculer ici cette « préhistoire » qui nous entoure : la misère et l'inégalité des chances, le chômage et le gaspillage.

Parfois je les accuse de déployer une énergie immense — dix lettres, vingt coups de fil, des heures à écouter — pour tenter de résoudre un seul cas, une femme dont le fils ou l'amant, etc., ne racontons pas, la société est pleine de ces existences broyées. Je parle politique. J'évoque l'urgence des tâches générales à accomplir. Ils refusent d'entendre mon discours logique et qui sous-entend la rentabilité de l'action. Leurs yeux me donnent une leçon silencieuse : changer la politique cela veut dire écouter celui qui n'est rien. Cette femme qui... Pour laquelle on ne peut rien ? Mais qui a d'abord besoin qu'on l'écoute.

Il y a cette dizaine de camarades, des amis, qui à eux seuls font barrage en moi à tout le désordre du monde et tiennent à distance cette sauvagerie qui nous harcèle.

Il y a cette chronique un peu sentimentale pour saluer ces amis-là.
Et les folles de mai.
Et Halina Suwala.
Et tous les autres.
Ces hommes, ces femmes pour qui la vie est d'abord sentiments.
Et qui nous crient :
« Dis-moi, ne passe pas au large !
Et ne t'en lave pas les mains ! »

1) « Les Folles de la place de Mai » par Jean-Pierre Bousquet, Stock.
2) Adresser les protestations au professeur Henri Mitterrand, 4 rue Cuif, 94410 Saint-Maurice.

— Quels enseignements — pour la France comme pour l'Europe ou le monde — pourrait-on tirer aujourd'hui, à gauche, tant des expériences passées que de « l'actualité » terroriste (Italie, etc.) ?

— Je ne suis pas candidat à fonder une nouvelle organisation, ni à dire à aucune organisation existante ce qu'elle doit faire. Simplement, pour une grande part, le terrorisme de ces dix dernières années, en Europe, est un terrorisme d'extrême gauche. On a peu parlé du terrorisme d'extrême droite qui est particulièrement dangereux. Je dis deux choses : d'une part, ce qui peut créer des groupes à vocation armée, c'est la crainte d'un putsch fasciste. Une grande partie de ce qui s'est passé en Italie s'est déclenchée après la chute d'Allende au Chili. Un certain nombre de militants italiens pensant que la situation italienne se prêtait à un coup d'Etat armé et voulant être eux-mêmes armés. Ne pas se faire prendre au lit comme l'avaient été les Grecs... Cela pose la question de mise hors d'état de nuire des groupes fascistes et du fascisme à l'intérieur d'un certain nombre d'institution comme l'armée, la police, le Sac... C'est important parce que le fantasme d'un coup d'Etat fasciste n'est pas toujours qu'un fantasme. Ça existe, ça s'est déjà vu ailleurs, ça s'est déjà vu en France. J'ai encore en tête le souvenir du putsch d'avril 1961. La deuxième idée, c'est qu'il y a des problèmes difficiles à régler, des problèmes de solidarité, des gens qui sont les victimes les plus dramatiques des sociétés dans lesquelles nous vivons. Quand les problèmes qui les concernent ne sont pas réglés convenablement, il y a des gens qui peuvent, prenant fait et cause pour ces victimes, pour ces laissés-pour-compte de la société, être tentés d'en devenir les porte-parole armés. Je pense en France à la situation des travailleurs immigrés avant le 10 mai, à des situations de ce genre.

L'enlèvement d'un général de l'Otan, dans un climat de manifestations pacifistes en Europe, montre que les situations nationales et internationales se nourrissent réciproquement. « Plutôt rouges que morts », disent les pacifistes allemands, mais le « rouge » polonais porte aujourd'hui l'uniforme grisâtre de la milice. Cheminement semblable au groupe Baader-Meinhof, en s'en prenant à l'Otan, les Brigades rouges font de la « politique » sur une mappemonde dont l'Europe est devenue un point crucial.

La situation de la France est fragile. Parce que dans l'opposition la cassure entre droite et extrême droite, manifeste à la Libération et à l'époque de l'O.a.s., s'est refermée, avec l'accueil d'anciens extrémistes au sein de l'U.d.f. et avec l'activisme de réseaux du type Sac.

La France vit dans une Europe qui ne connaît plus la sérénité de la détente : on meurt pour la liberté en Pologne, transformée en camp de travail.

Si des foyers de violence devaient s'allumer quelque part, il y a suffisamment d'intérêts politiques — nationaux et internationaux — pour tenter d'en faire de grands incendies.

GÉNIE CIVIL ET BATIMENT

Direction générale et administrative :

98, Bld Victor Hugo — 92115 CLICHY — Tél. : 270.62.90

Siège social :

174, Avenue Van-Pelt — B.P. 129 — 62303 LENS — Tél. : (21) 08.28.12

Agences :

LENS — Tél. : (21) 78.21.41
AMIENS — Tél. : (22) 92.00.08
MONTPELLIER — Tél. : (67) 75.40.73
BOURGES — Tél. : (48) 70.14.76
BESANÇON — Tél. : (81) 50.20.55
BELFORT — Tél. : (84) 21.03.00
MACON — Tél. : (85) 39.01.77

SOCIETE FRANCAISE DE TRANSPORTS ET DE NETTOIEMENT

"SOF.TRA.NET"

- *Collecte des ordures ménagères et déchets industriels*
- *Exploitation de stations de transfert et usines d'incinération*
- *Location de containers*
- *Location de matériel de transports et bennes de manutention pour l'Agriculture.*

Siège social : Chemin des Boulangers - B.P. N° 14 - 78530 BUC **Tél. : 956.22.27**

Succursales : BOBIGNY (93) - ETAMPES (91) - TRIEL S/SEINE (78) - HALLUIN (59) - LECTOURE (32) - LA MOLE (83) - MARSEILLE (13).

26 - 755

Ets PAUL GRANDJOUAN
S.A.C.O.

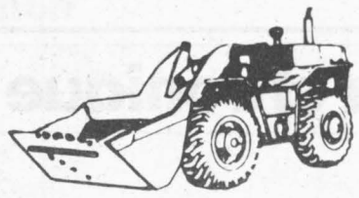
Rue des Abattoirs
Tél. : 75.68.48 - NANTES

Collecte et évacuation de résidus urbains enlèvement de déchets industriels

Location de bacs
A la journée ou au Week-end



PAUL GRANDJOUAN S.A.C.O.



PARACHINI



Travaux Publics

57, rue de la Libération
Boissy-le-Cutté



91150 ETAMPES
TEL. : 457.69.10

15—601

SOCIETE DE CONSTRUCTION

getrabat S.A.

★ ★ ★ ★

Samy ATTIAS
PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL

33, rue Ledru-Rollin - 94200 IVRY
Tél. 670.21.76

251—1

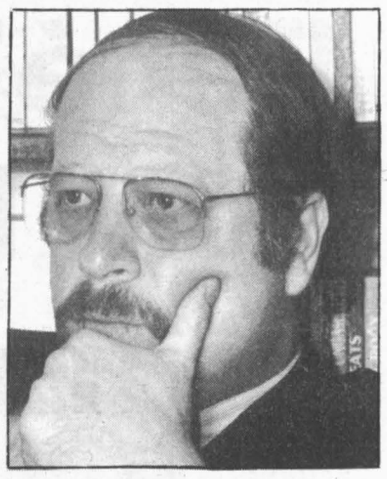
elf aquitaine

nous mettons notre ENERGIE



au service des Français

La chronique littéraire de Claude Glayman



En termes politiques et... politiciens

ILS reviennent les livres politiques, avec cette relative nouveauté : de nombreux livres de droite en perspective. Raymond Barre ouvre le feu et sont annoncés des ouvrages signés Yves Guéna, Alice Saunier-Séïté, Jean-Pierre Elkabbach... Le livre comme forme d'alternance, peut-être ?... Pour autant le livre de gauche n'a pas disparu, Dieu soit loué ! Pour inaugurer l'après-10 mai, voici « Le bonheur est une idée neuve en France » par François Coupry (chez Megrelis, nouvelle maison d'édition qu'anime, parmi d'autres, notre ami Antoine Spire). Maoïste en 1968, désabusé et sceptique à mesure que s'avançait la décennie soixante-dix, que l'on fût communiste ou ailleurs, enthousiaste le soir du 10 mai et depuis ! Portrait en raccourci d'une génération — la sienne — que Coupry décrit avec talent, humour, espoir, mais qui permet difficilement de se faire une idée exacte de ces jeunes gens autour de la trentaine dont les aînés ne suivent pas toujours bien les virevoltes, les hauts et les bas sinon les humeurs.

Rien de tel avec l'actuel président de la République ! Une constance, une fidélité jamais démenties, car on peut, on doit lire le dernier Mitterrand « Politique 2 : 1977-1981 » (Fayard) à la lumière de ce qui a été réellement entrepris depuis le 10 mai. En somme on peut, on doit mesurer les mots aux actes et réciproquement. Là, pas moyen de tricher, ce qui a été écrit l'a été. La filiation, la persévérance, la cohérence, ne s'inscrivent pas seulement rétrospectivement mais dans le présent et dans l'avenir qui s'élabore là, sous nos yeux. Bien mieux, je me suis pris à relire ce livre étonnant, « le Coup d'Etat permanent » (Plon, 1964), et alors là, non seulement chapeau pour le style (auquel tient tant Mitterrand, que ce soit dans les actes de la politique ou dans les mots de la littérature) mais affleurement très net d'une ligne ferme et nette à quelque vingt ans de distance.

Qualité majeure, à mon sens, de la parole donnée et respectée et que l'on retrouve à toute page d'une assez remarquable biographie que Charles Moulin consacre au président sous le titre un peu abusif de « Mitterrand intime » (Albin Michel). J'ai été sensible à l'objectivité historique, à la liberté de ton, au sens aigu des nuances de ce proche du président (le livre est sous-tendu par des conversations entre les deux hommes, ce qui lui donne un très perceptible accent de véracité). Sur la jeunesse de Mitterrand mais également sur la dernière campagne présidentielle ce livre s'impose comme fort utile (l'entre-deux est plus connu, même si Moulin fournit ici ou là une précision décisive ou inédite). Par exemple, on se sent convaincu lorsque l'auteur, évoquant les apparentes hésitations de François Mitterrand devant une troisième candidature présidentielle, note : « Je ne puis dire qu'il ait vraiment vécu en cette période, au plus profond, l'instant obscur du doute », (p. 298) et lorsqu'il ajoute à la même page : « Je pense et je le dis très fort, que seule, à cette époque, dans cette conjoncture, la conviction profonde qu'un autre, mieux que lui, pouvait assurer la victoire des idées socialistes comme la force et l'unité du parti, aurait pu le faire renoncer. » Voilà qui renseigne l'histoire, au-delà des seuls militants (auxquels par ailleurs je conseille « l'Album du 10 mai » — Club socialiste du livre, que l'on regardera plus tard comme un album de photos de famille, simple et direct, immédiatement parlant).

Je notais plus haut que Barre ouvrait le feu des livres de droite, en vérité Jean-François Revel l'avait devancé, non sans succès, avec « la Grâce de l'Etat » (Grasset). Je mentionne de droite, non pas avec mépris ; après tout chacun a le droit d'être de gauche ou de droite, nous vivons en démocratie et rien n'est plus cher ni plus précieux. Mais j'assure que ce livre est de droite puisqu'il dresse un procès sans rémission du présent régime de gauche. Par-delà l'étiquette, ce qui me gêne dans ce texte, c'est sa précipitation (dès l'été 1981 Revel est sûr de ce qu'est et sera la France de gauche), c'est qu'il décrit un régime dont, de mon côté, je ne reconnais pas les traits (Revel n'aurait-il pas peint un fantasme plus qu'une réalité ?) ; c'est surtout que, comme toujours avec Revel, les démonstrations les plus brillantes sont entachées de vices de forme et que tout paraît limpide et juste... si l'on admet les prémisses, précisément le plus souvent discutables.

Voici quelques exemples de ce que j'avance : page 61, Revel souligne que les partisans de l'ancienne majorité « ont perdu les élections parce que les socialistes ont réussi à persuader l'opinion qu'ils étaient capables de faire, eux, prodigieusement mieux » — Revel ayant indiqué juste au-dessus « qu'on peut facilement montrer qu'ils (V.G.E. et l'ancienne majorité) avaient géré le pays avec des résultats légèrement supérieurs à la moyenne ».

Tournons la page et relevons ceci : « Les partis ne ravissent en général le pouvoir à leurs adversaires que parce que ceux-ci ont échoué, ou que l'opinion croit qu'ils ont échoué. » Alors, de deux choses l'une, ou bien l'ancienne majorité a échoué, ou bien on a fait croire qu'elle avait échoué. De toute évidence aux yeux de Revel il n'y a pas eu échec mais persuasion de l'échec. La seule question serait alors de s'arrêter sur les raisons qui ont pu pousser une majorité d'électeurs à se laisser persuadés d'un tel échec. Ecartant l'insidieuse idée qui plane sur ce raisonnement et qui, pour un peu, sous-entendrait qu'il y aurait eu « abus de persuasion » de la part de la gauche (ce qui signifierait en dernière analyse la négation de tout débat et de toute alternance démocratique), j'observe que c'est bien là la seule question que Revel ne pose pas. Et ainsi nous est dérobée la preuve de ce qu'avance Revel. Envolée la preuve, reste une affirmation. Faites-moi confiance, je détiens les preuves ! Inutile de les révéler, de les détailler, l'important c'est d'affirmer sans exposer.

Plus bas, abordant les nationalisations, Revel signale que le raisonnement de la gauche « n'applique jamais les mêmes critères à la « rentabilité » des entreprises nationalisées et des autres ». Mais alors quid de Renault ? Plus bas encore, dénonçant on ne sait quelle étatisation de la culture, quel jdanovisme rampant, Revel part en guerre contre la nomination de Madeleine Rebeyrioux à la tête du musée d'Orsay, aux côtés de Jacques Rigaud, avec pour mission de conserver la perspective historique à la muséographie et cela devient « la mission de cette personne est de faire rayonner sur les conservateurs des musées nationaux une surveillance sanctifiante pour les empêcher de succomber à la tentation picturale ». (Eh bien ! mes aïeux, j'imagine que Madeleine Rebeyrioux n'en est pas encore revenue.) Enfin, clou de l'affaire, Revel précise que Mitterrand a gagné entre les deux tours d'anciens électeurs de l'ex-majorité n'ayant plus peur — et pour cause — des communistes. Et d'en déduire que la théorie de l'union de la gauche était fausse. Ce qui là est absolument erroné dans la mesure où Mitterrand, pour vaincre, devait à la fois recueillir les voix communistes même réduites et d'autres qui venaient de la droite et du centre (au fait, une voix de droite est-elle invariablement, et pour l'éternité, de droite ?). Quadrature du cercle que cette simultanéité d'objectifs, on n'y croyait plus, Mitterrand l'incarne, soyez beau joueur, convenez-en ! Mais qui a jamais vu Revel reconnaître qu'il s'est trompé ?

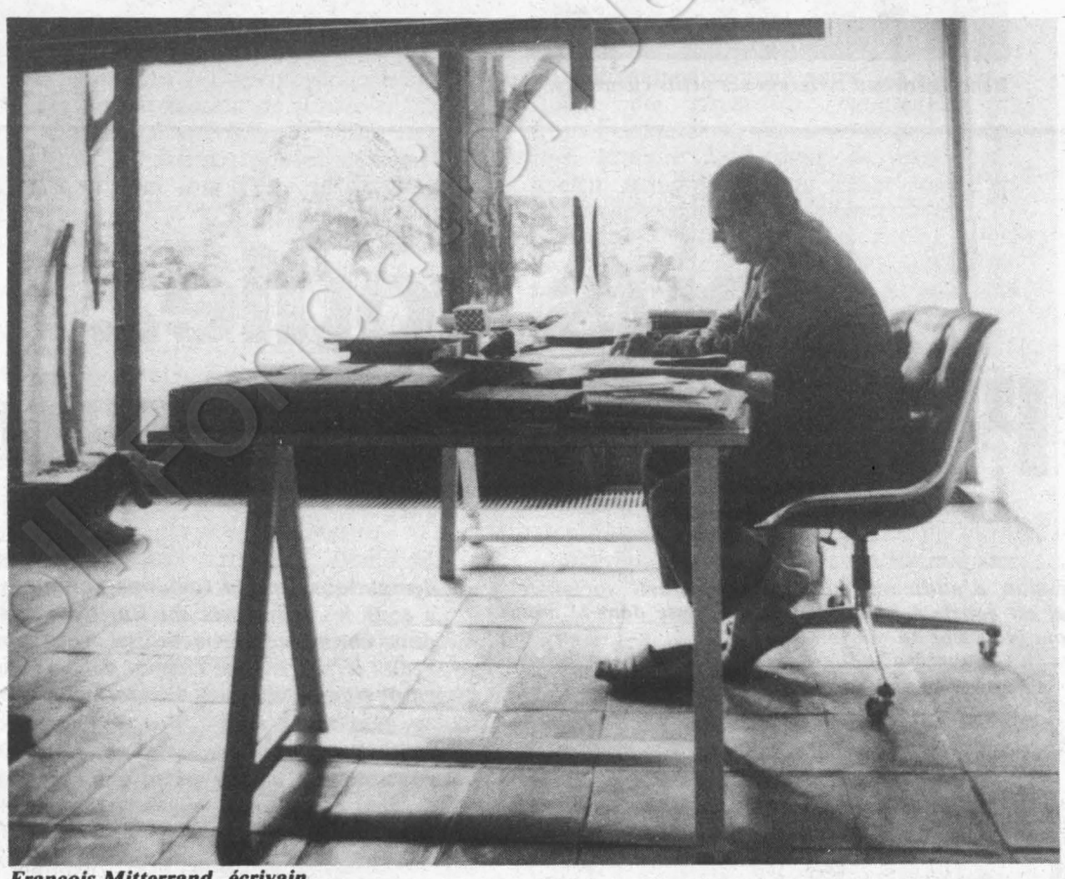
En vérité Revel fabrique sa cible et plie la réalité à son raisonnement plutôt que d'affiner ce dernier en fonction d'une réalité nouvelle qu'il n'avait jamais estimée comme crédible.

A une polémique aprioriste je préfère, ô combien, la morale des collaborateurs de la revue « Esprit », dont Paul Thibaud, le directeur, en introduisant le numéro d'octobre/novembre 1981 « La gauche pour faire quoi ? », notait : « Quelle que soit la méfiance que suscite chez certains le personnel politique de gauche, il y a dans le changement (celui du 10 mai) une victoire sur la lâcheté, une chance, une occasion d'entreprendre, devant quoi il serait indigne de rester spectateur » ; et Thibaud d'ajouter, en considérant la défiance d'une partie des intellectuels à l'égard du régime, que « non sans raisons elle nous semble, à courte vue, peu productive, insuffisante pour la préparation de la suite, de nature à engendrer une sorte de catastrophisme passif. Surtout elle dispense les intellectuels de leur tâche principale actuellement : celle de proposer ». Et de fait cette grosse livraison est riche d'aperçus et de propositions dans de nombreux domaines. Pourquoi n'en discuterait-on pas ?

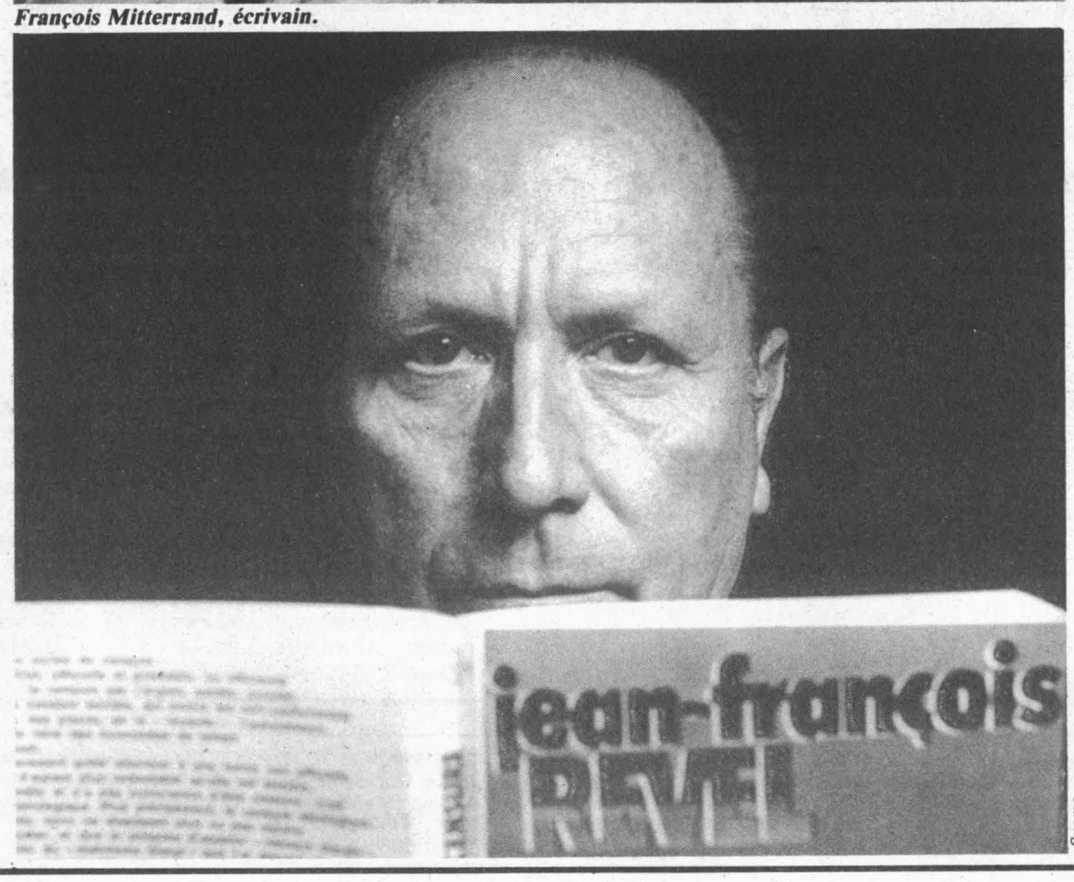
Proposer, deux intellectuels le font généralement dans deux livres récents et très différents : Albert Jacquard, généticien, avec « Au péril de la science » (le Seuil) et Dominique Schnapper avec « l'Epreuve du chômage » (Idées - Gallimard.)

Plutôt que de répondre aux tests on ferait mieux de poser des questions audacieuses, dit en substance Jacquard lorsqu'il dénonce la théorie actuelle du Q.i. (quotient intellectuel), chère à la Nouvelle Droite. En ces jours où s'est tenu l'important Colloque sur la recherche, ce biologiste (qui y a participé) met en garde la science devant les pièges multiples auxquels elle est loin de toujours échapper. Son livre constitue une sorte d'examen de conscience, méticuleux, grave et nuancé, auquel on croit d'autant plus que l'on a confiance, paradoxalement, dans les compétences scientifiques de l'auteur. Je ne connais pas la sociologue Dominique Schnapper et j'ignore même si elle partage les opinions de gauche de Jacquard, mais j'affirme que, comme ce dernier, elle « propose ». A base de commentaires et d'interviews (d'une justesse émouvante et informative), son essai distingue trois catégories de chômeurs (et chômeuses) aux caractéristiques distinctes et efficacement explicitées et déplore, en conclusion, qu'il existe une législation unique face au chômage alors qu'il existe une diversité de cas. N'ayant pas compétence en ce domaine je ne sais si l'observation de l'auteur est pertinente, du moins je me plais à souligner sa « positivité ».

La crise profonde de notre société mondiale ne saurait exclure la permanence des discussions politiques, politiciennes ; pour autant on se sent en droit d'appeler à bannir les dogmatismes et les manichéismes. Il est dommage que devant l'urgence et l'enjeu certains livres n'y échappent pas ; encourageant que d'autres, au contraire, renforcent la qualité et la palette du débat et par là même celle de notre curiosité et de notre lecture. ●



François Mitterrand, écrivain.



Sygma

René Terrasson, "Barbe sage" pour les Chinois : "Ma "Carmen" pékinoise fut la vraie révolution culturelle en Chine"

PAR FABIAN GASTELLIER

METTEUR en scène, auteur d'un essai sur « Pelléas et Mélisande » (*) et directeur de l'Opéra du Rhin où il pratique une politique audacieuse mêlant répertoire classique et créations contemporaines, René Terrasson est également, depuis le début du mois de janvier, un bien merveilleux ambassadeur de la culture française. C'est lui, en effet, qui a osé la première historique de « Carmen » à Pékin.

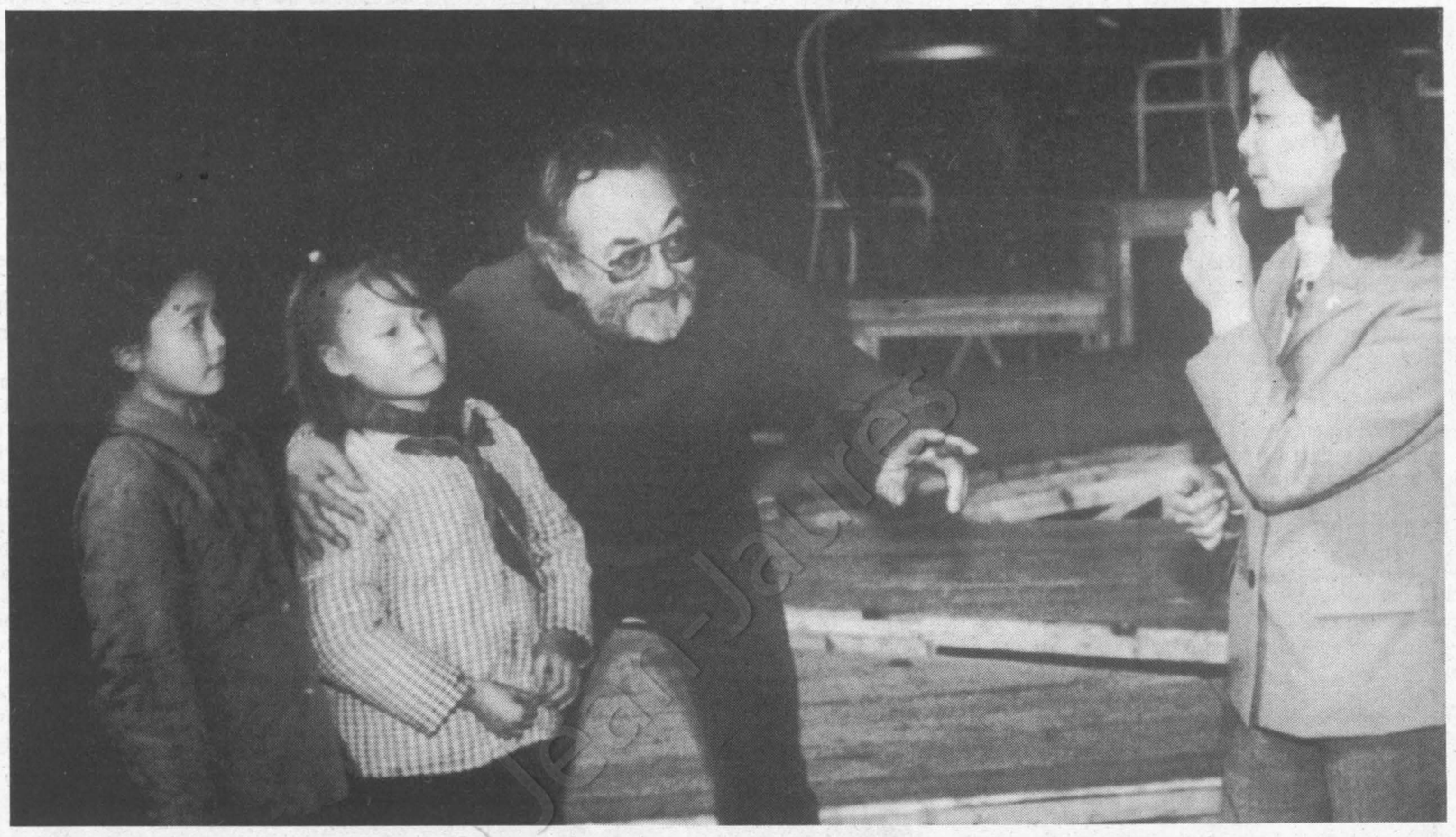
Homme-orchestre infatigable, passionné tout à la fois par la musique et les hommes, il a fait découvrir aux Chinois un art dont ils ignoraient tout et a prouvé, par la réussite de ce pari exceptionnel, combien les frontières les plus éloignées peuvent s'abolir sous la magie du chant.

Avant de repartir pour une nouvelle « Carmen », à Budapest cette fois, René Terrasson s'est confié à « l'Unité ». Pour raconter l'Alsace et la Chine, unies miraculeusement par la musique de Georges Bizet.

« L'UNITE » : René Terrasson, vous venez de réussir un gros « coup » : « Carmen » en chinois, à Pékin...

RENE TERRASSON : Je crois que cette « Carmen » est peut-être la vraie révolution culturelle de la Chine... En tout cas, dès le

* « Pelléas et Mélisande » *aux éditions Albin-Michel parution en mai 1982.*



René Terrasson dirigeant ses petits chanteurs, à Pékin.

Vous voulez que "l'Unité" se développe ...

« L'Unité » est le seul moyen d'expression d'audience nationale du Parti socialiste. C'est dire l'importance du rôle que ce journal est appelé à jouer face à une presse dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas tendre pour la gauche au pouvoir.

Il le jouera grâce à l'effort de tous. De l'équipe qui le conçoit et le rédige, bien entendu, et qui doit pouvoir disposer de nouveaux moyens pour faire un hebdomadaire plus vivant et plus complet.

Mais l'effort nécessaire pour redonner une nouvelle dynamique à « l'Unité », nous le demandons aussi à tous nos abonnés, à tous nos lecteurs, à tous nos diffuseurs militants, à tous les adhérents du Parti socialiste. Dès maintenant, chacun doit se sentir mobilisé pour contribuer à l'accroissement rapide de la diffusion du journal par l'apport de nouveaux lecteurs. Que chacun de ceux qui nous lisent fasse un nouvel abonné et nous ferons en quelques semaines un bond en avant spectaculaire.

Le Parti socialiste a gagné au printemps dernier la bataille des élections. Il assume aujourd'hui à tous les niveaux les responsabilités du pouvoir. Il doit avoir désormais un journal à la hauteur de cette immense tâche.

Bulletin d'abonnement à retourner à

l'administration de l'unité *10, rue de Solférino 75007 PARIS*

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

* *abonnement d'un an (230 F)* ☐ * *abonnement de six mois (150 F)* ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Grands Reporters :* Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois ; *Rédaction ;* Marie-José Bernardot, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73.
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. *Imprimerie* E.T.C. 76190 Yvetot.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS.

début, j'ai eu l'impression de recevoir sur mes épaules une mission historique.

— On a cru un moment, en France, que cette « Carmen » allait être censurée, interdite. Il n'en est rien ?

— C'est plus complexe que cela. En fait, les Chinois avaient peur d'être ridicules, trop « verts » pour affronter cet art européen dont ils n'ont connaissance que depuis seulement trente années. Ils ont tout fait pour m'user, pour me forcer à être celui qui renonce, tant ils n'étaient pas sûrs d'eux. A la limite — et c'est là où l'Occident a mal interprété les hésitations — ils auraient préféré passer pour des bourreaux de la censure en interdisant « Carmen » plutôt que d'être embarqués dans une catastrophe... Le jour même de la première, le directeur de l'Opéra Central est venu me voir en me disant : « Vous savez, nous avons trouvé ce qu'il convient de dire afin de montrer que nous en sommes encore aux balbutiements face à l'art lyrique occidental. Nous dirons que, ce soir, ce n'est pas une première, mais une autre générale ; que nous sommes toujours en répétitions... La première viendra en son temps ! » Bien évidemment, devant le succès absolu, il n'a plus été question de ces faux-fuyants !

— Comment cela s'est-il passé avec les chanteurs ?

— De façon étonnante, émouvante. Nous étions en confiance totale. Peut-être parce que j'ai joué là-bas le même jeu qu'ailleurs : gueulant lorsque j'en avais envie. Parfois, ça les a choqués dans leurs coutumes (j'ai vu le théâtre entier s'arrêter de travailler parce que j'avais cogné du poing sur une table !), mais les retrouvailles n'en étaient que plus fortes : ils voyaient que je ne trichais pas, que je ne les traitais pas « autrement ». Je dois dire que les chanteurs se sont révélés exceptionnels d'intelligence, de travail. Ils m'ont confié avoir beaucoup appris, notamment l'importance de chaque être sur une scène. Ils n'étaient pas habitués à ce qu'on leur dise que le dernier des figurants était aussi le premier des solistes ; que le porteur d'eau, là-bas au fond, a sa raison d'être... Je crois qu'ils se sont enrichis à travers les personnages qu'ils interprétaient... On a eu des résultats incroyables : une des Carmen, celle de la première, a joué ce soir-là comme seule, peut-être, Callas jouait. Or, elle ne savait rien de l'Espagne, rien de « Carmen »... Mais elle a trouvé le fil qui unit toutes les nationalités et, en elle, elle a recomposé la sauvagerie, le mystère, la force de la Chine ancestrale ; sa sensualité féroce... Tout cela cadrait parfaitement... La seule chose qui gênait les Chinois, c'était la couleur folklorique, anecdotique : la relève de la garde, etc. Il y a des choses qu'on n'a pas pu corriger. Notre Morales entrera à vie en scène en portant son sabre comme un cierge !

— Ils ignoraient tout de l'ouvrage de Bizet ?

— Tout. Pourtant, ils arrivaient aux répétitions avec des attitudes bizarres, des poncifs pas possible : main sur le cœur et œillades assassines, alors je leur ai demandé s'ils avaient passé de longues heures à contempler les photos de la créatrice du rôle-titre. Ils m'ont avoué que oui, mais que, surtout, ils avaient pris modèle sur « Notre-Dame de Paris » avec Gina Lollobrigida en Esmeralda ! Evidemment... je comprenais tout ! Et j'ai dû leur expliquer que Carmen, ce n'était pas cette Esmeralda en technicolor !

— On a dit que, le soir de la première, la salle avait été réservée aux notables... Alors, l'opéra populaire ?

— Les Chinois ont voulu tester l'œuvre sur les catégories d'hommes et de femmes qui, théoriquement, étaient les plus aptes à la recevoir, à la comprendre. Ce fut une politique courageuse de la part du gouvernement chinois car dangereuse : ces personnes-là savent manier la remise en question et jouer devant elles pouvait apporter de l'eau au moulin de la contestation... Cela dit, déjà le soir de la première puis, dès la seconde représentation le peuple chinois, très demandeur, a pu voir « Carmen ».

— Ont-ils envie de continuer de telles expériences ?

— Oh oui ! Ils étaient même prêts à enchaîner immédiatement... Mais je leur ai dit de souffler, de se reposer et, surtout, de prendre le temps de former des chanteurs, des techniciens. Parce que tout est à faire. Pourquoi n'organiserions-nous pas une coopération France-Chine dans ce but ? Nous apprendrions beaucoup de leur art et, eux, pourraient venir se familiariser avec les techniques occidentales... Je crois qu'ils en éprouvent un réel désir. Notre rencontre fut un merveilleux moment d'échanges et d'amitié qui m'a appris combien le chant, le mystère du chant, peut balayer toutes les frontières... même les plus éloignées. Je n'oublierai jamais ma





Photos Stills



Dans les coulisses de l'Opéra de Pékin.

« Carmen » pékinoise... Et, pour toujours, désormais, je me sens différent. Un autre homme. René Terrasson d'une part et « Barbe sage », d'une autre. C'est ainsi qu'ils m'ont surnommé...

— Revenons en Alsace. René Terrasson, pour votre seconde saison à la tête de l'Opéra du Rhin, le moins qu'on puisse dire est que vous ne caressez pas votre public dans le sens du poil : deux créations contemporaines, « Comme il vous plaira » de Pierre Hasquenoph et « Liebestod » de Georges Aperghis ; des ouvrages réputés difficiles « les Dialogues des Carmélites », « Pelléas et Mélisande » et le Verdi le moins conventionnel « Falstaff ». Pourquoi ces choix ?

— Je ne souhaite pas plonger les habitants de Strasbourg, Mulhouse et Colmar dans des expériences de laboratoire, mais je n'ai pas non plus envie de m'enfermer dans le classicisme pour ne monter que les éternels mêmes opéras... Je crois qu'il faut ouvrir les fenêtres pour éviter la sclérose, mais ce n'est pas simple car il existe, bien sûr, une partie du public qui renâcle devant la nouveauté... Mais faire ici un travail de création, c'est renouer avec la tradition d'hier. Car il s'en est passé des choses dans l'Alsace lyrique du temps jadis ! C'est ici qu'on a créé, pour la France, « Peter Grimes » et beaucoup d'autres opéras de Benjamin Britten. Ici aussi que l'on a monté « Wozzeck » bien avant Paris ! Malheureusement, cette politique s'est petit à petit estompée au profit d'un système plus tranquille, moins « dérangeant »... Lorsqu'Alain Lombard a pris la direction de l'Opéra du Rhin, en 1974, on est revenu au répertoire confirmé avec des chanteurs confirmés. Ce virage a changé le public qui a voulu s'habituer au star-system. Il faut donc décaper les mentalités pour retrouver les traditions perdues...

— Vous êtes contre le star-system, la politique de prestige ?

— Je n'ai pas envie d'une politique de prestige pour le prestige. Il faut savoir vivre dangereusement, dans l'inconfort. Cela dit, je regrette que l'Opéra du Rhin, vu sa place actuelle au cœur de l'Europe et, donc, l'importance de sa mission, n'ait pas les moyens de se payer, parfois, des affiches plus solides... Ni les moyens d'avoir son propre orchestre !

— Votre budget ne le permet pas ?

— Absolument pas. Ce budget (37,3 millions pour l'année 1981) a, dès le départ, été mal adapté. On n'a pas vu que nous étions un cas unique : frontaliers avec l'Allemagne où l'opéra vit dans le luxe ; obligés à des dépenses de fonctionnement énormes à cause de nos trois villes, de nos déplacements continuels ; supportant un atelier de création et une compagnie de ballets... Vous en connaissez beaucoup des théâtres lyriques de ce type ? Et pourtant, on tourne ! Cent vingt-cinq représentations par an... C'est beau mais pas éternel. Actuellement, nous avons de quoi tenir encore deux saisons, c'est tout. Evidemment, on pourrait n'afficher que des spectacles achetés à droite, à gauche ; ne pas se lancer dans la création... Mais à quoi bon exister ? Surtout ici, aujourd'hui ! Non... Il faut en arriver à une réelle décentralisation, avec tout ce que le terme représente en réalités économiques.

— Avec la venue du Parlement européen la ville de Strasbourg a changé d'allure ?

— Evidemment ! Imaginez qui vient, à présent, à l'Opéra du Rhin... Des parlementaires du monde entier, et pas n'importe lesquels ! L'autre fois, pour les « Dialogues », j'ai vu débarquer un conseiller de la Maison-Blanche... J'estime, dans ces conditions, que nous avons des responsabilités d'ambassadeur, littéralement, et que nous n'avons pas les moyens de notre fonction. Mais, même avant les parlementaires européens, ce problème se posait à cause de notre frontière avec l'Allemagne. A cause de cela et du fait que mon public connaît à fond le répertoire allemand, je suis obligé à l'autocensure : ne monter aucun Wagner, par exemple, parce que je n'ai pas la possibilité de me payer des stars et que, si l'on peut trouver de jeunes voix pour chanter « les Noces de Figaro », il n'en va pas de même pour « Tannhäuser » ! Mon public, là-dessus, est particulièrement exigeant. Il a tellement fréquenté Munich, Bayreuth, Genève et les autres théâtres à budget doré qu'il veut le top-niveau. Être sublime ou n'être pas du tout. Pour Wagner, cela signifie des cachets inabordables dans l'état actuel de mes finances ! Lorsque j'étais à Nantes, j'ai fait beaucoup de théâtre promotionnel, permettant à des inconnus de démarrer. Mais Strasbourg n'est pas Nantes !

— Il existe des théâtres qui ne vivent que pour l'affiche, au mépris des mises en scène...

— Affreux ! Il faut savoir doser ! L'art lyrique, de nos jours, doit compter avec l'existence du théâtre, de la scénographie et ne pas sacrifier la psychologie des personnages à un seul et beau décor ou bien à la présence coûteuse d'une diva. ●

ANALYSE HISTORIQUE

Italie : la "troisième phase" de Berlinguer

Le P.c.i. affirme que se sont achevées, non seulement la première phase de la constitution des partis et des syndicats ouvriers, mais aussi la seconde, celle qui a vu, à partir de la révolution d'Octobre, la séparation entre communistes et socialistes. S'ouvre désormais une troisième voie aussi éloignée du modèle soviétique ("non exportable") que de la social-démocratie occidentale

PAR ANTONIO PARMA

(de notre correspondant en Italie)

LA Pologne, catalyseur ? Quelle que soit l'issue du drame polonais, rien ne sera plus comme avant. A tous les niveaux : celui de la conscience individuelle, celui des positions et des rapports entre les partis d'inspiration socialiste et d'abord les socialistes, les sociaux-démocrates, les communistes. Enfin, au niveau des relations internationales avec, d'une part, Reagan qui semble revenu précipitamment au point de départ et à l'opposition frontale avec l'U.r.s.s. (d'où les « sanctions » et la menace d'interrompre les pourparlers sur les euromissiles) et, d'autre part, Brejnev qui a ajouté, au poids déjà lourd des 79 médailles qui lui ont été offertes pour son 75e anniversaire et à l'occupation de Kaboul, la responsabilité au moins indirecte mais cependant précise de la proclamation de l'état de siège à Varsovie.

Dans la mutation générale actuellement en cours, un événement dont l'importance n'a pas encore été suffisamment soulignée est la prise de position que, sur la Pologne et à partir de la Pologne, sur la société et les régimes du « socialisme existant », vient de prendre le Parti communiste italien, le plus important des P.c. européens (plus d'un million et demi d'inscrits, plus de 30 % du corps electoral).

Le P.c.i., poussant à ses conséquences extrêmes, mais logiques, une recherche et une élaboration déjà anciennes (mais accentuées depuis 1956) a, en fait, rompu tout lien et toute parenté particulière avec l'U.r.s.s. et les pays de la sphère d'influence communiste. Les Tchécoslovaques, les seuls à avoir réagi jusqu'à présent, ont parlé de « changement de camp ». Les Soviétiques sont restés pour l'instant silencieux et ne répondront probablement pas directement.

Cette rupture s'accompagne de la proposition de refonder et de recomposer un nouvel internationalisme qui permette de rassembler toutes les formations du mouvement ouvrier en Europe et dans le tiers monde. Santiago Carrillo, secrétaire du Parti communiste espagnol, adhérant à l'analyse italienne, a déjà fait des propositions concrètes en ce sens. Mais le P.c.i., dans un document émanant de sa direction et publié le 30 décembre, puis dans le rapport d'Enrico Berlinguer le 12 janvier, et encore dans les conclusions du Comité central trois jours plus tard, souligne que « seul le mouvement ouvrier d'Europe occidentale est en mesure de construire la force susceptible d'entraîner ce vaste rassemblement ».

Le mouvement ouvrier européen, selon Berlinguer, « pour des raisons structurelles et politiques constitue l'épicentre de la nouvelle phase de la bataille pour le socialisme, c'est-à-dire la troisième ».

Le P.c.i. affirme en effet que se sont achevées non seulement la première phase de la constitution des partis et des syndicats mais aussi la seconde, c'est-à-dire celle qui a vu, à partir de la révolution d'octobre 1917, la séparation des deux fractions, socialiste et communiste, et l'opposition de deux modèles, le communisme de l'Est et la social-démocratie de l'Ouest.

L'originalité et l'importance des documents du P.c.i. résident dans la condamnation sans appel du modèle soviétique considéré non seulement comme « non exportable » (cela a déjà été dit depuis longtemps, y compris par le P.c.f.), mais comme la cause principale des événements polonais et des drames précédents (Berlin, Poznan, Varsovie, Budapest, Prague) à partir du moment où l'on a voulu généraliser le modèle en question — c'est-à-dire depuis 1947 — dans tous les pays de l'Est européen.

Niant que le modèle soviétique ait encore « la moindre force dynamique », le P.c.i.

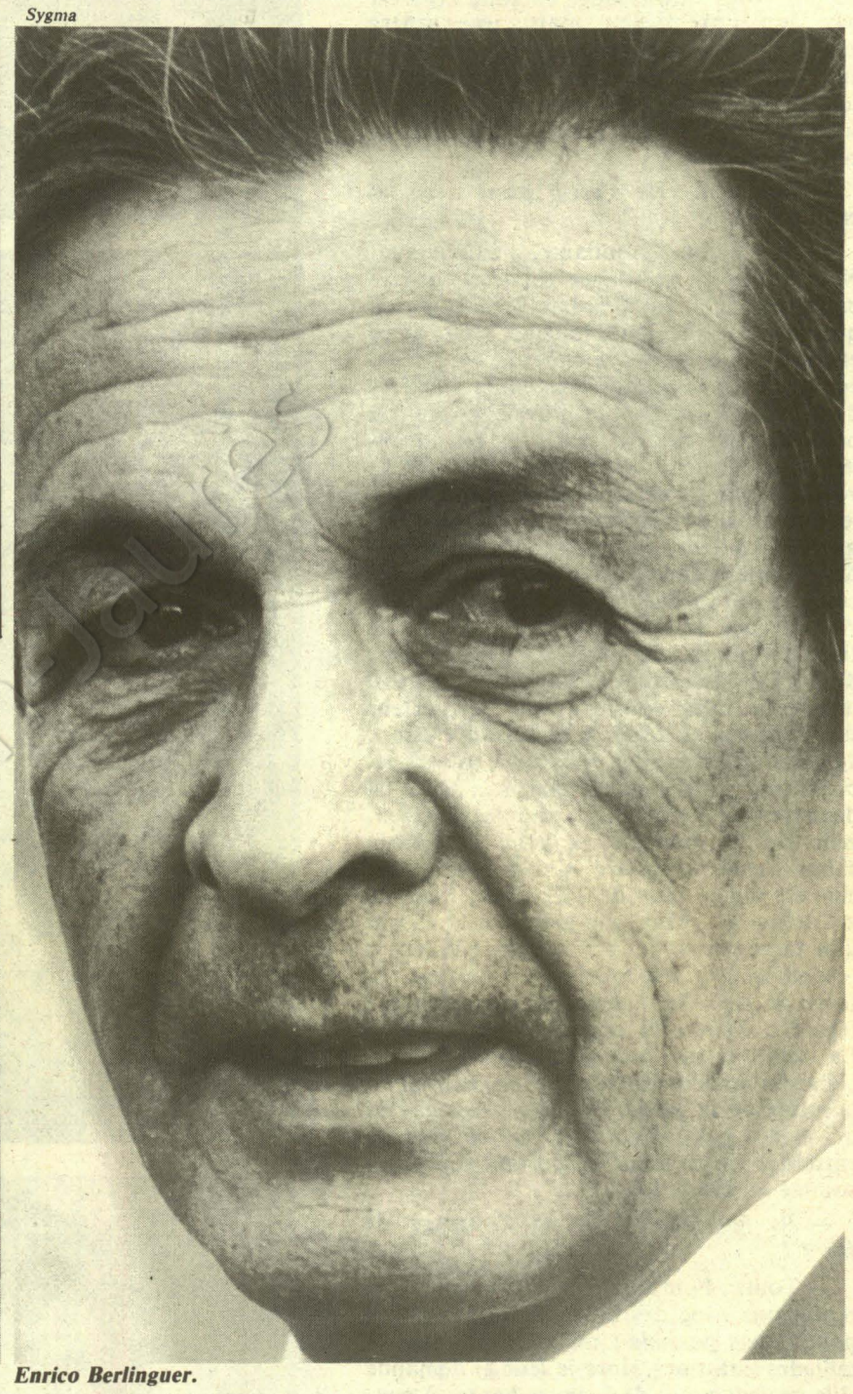


A.f.p.



Manifestation communiste de solidarité avec la Pologne, à Rome.

Sygma



Enrico Berlinguer.

ne méconnaît pas le rôle que l'U.r.s.s., du seul fait de son existence, c'est-à-dire de sa capacité de faire contrepoids aux Etats-Unis, exerce dans le monde, en particulier pour les pays en voie de développement : « Nous en avons fait un mythe dans le passé, nous n'allons pas en faire un démon maintenant », même si l'occupation de l'Afghanistan n'a certainement pas aidé le mouvement de libération dans le tiers monde et même si les Etats de l'Est européen « n'ont pas de fondement authentique dans le mouvement de masse populaire et national ».

Il s'agit d'une analyse critique approfondie, sans doute la plus précise qu'un parti de la gauche européenne ait jamais exprimée jusqu'à présent dans un document politique officiel. « On a renversé en U.r.s.s. et dans les pays de l'Est, est-il dit, une innovation philosophique fondamentale de Marx : la critique de l'idéologie. Quelle que soit la réalité, on a ainsi placé en premier plan une sorte de credo idéologique dans un marxisme-léninisme conçu comme un corps doctrinal fossilisé et de type quasi métaphysique. Les difficultés, la sclérose, la crise trouvent là l'une de leurs raisons de fond. »

Berlinguer a également analysé les conséquences des erreurs économiques (« le développement forcé, le centralisme autoritaire, etc. ») des phénomènes de bureaucratisation (l'Etat-parti, le monolithisme, la disparition de la fonction politique spécifique du Parti, le marxisme transformé en idéologie d'Etat), du « dogmatisme clos avec cependant des pointes de fanatisme ».

Ces jugements constituent la trame principale des deux documents du Parti. Quant à la critique relative à la social-démocratie elle est semblable à celle déjà faite dans des documents précédents, ou même à celle du P.s. français : « Malgré les conquêtes sociales et les améliorations dont elle a été capable, elle n'a pas réussi le dépassement du capitalisme. »

Le deuxième pilier de l'argumentation du P.c.i. se trouve dans cette idée de « troisième phase » ou de « troisième voie » qui comporte également un certain parallélisme avec les positions exprimées par les socialistes français : il ne s'agit pas de chercher une voie moyenne entre le capitalisme et le socialisme mais de dépasser le capitalisme au stade où il se trouve dans les pays industrialisés et développés de l'Ouest et de le faire en construisant un socialisme qui assure la sauvegarde des libertés démocratiques déjà conquises et leur développement. « Nous ne sommes pas seuls à chercher dans cette direction », a souligné Berlinguer qui a cité à ce propos l'actuelle expérience des socialistes français au pouvoir et les débats qui se développent en Suède, en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale. « La troisième voie n'est pas une chimère, a-t-il dit, c'est la seule voie possible, la seule praticable dans la zone où le capitalisme a atteint son niveau le plus élevé. »

Troisième série de problèmes : le rapport entre les principes et la réalité qui devient particulièrement délicat et ardu quand il s'agit de la question de l'équilibre européen telle qu'elle a été formulée par François Mitterrand soulignant que tout ce qui pouvait nous faire sortir de Yalta était bon : « Il est vrai, indique le document du P.c.i., que le développement de la coexistence et la défense de la paix ne peuvent ignorer l'existence des deux blocs en Europe et qu'une déstabilisation brutale comporterait des périls sérieux pour la paix. » Mais le texte ajoute : « Rien ne peut justifier l'étouffement des aspirations à la liberté, à l'indépendance, au renouveau de la vie économique, sociale, culturelle, qui s'exprime dans toutes les parties du monde... Les blocs ne doivent donc pas être conçus, ni à l'Est ni à l'Ouest, comme des réalités immobiles et immuables, des camps idéologico-militaires gouvernés par la logique de puissance. Ils sont une réalité que le développement de la coexistence devrait conduire à transformer grâce à l'intervention active des peuples. »

Nous n'insistons pas sur l'analyse, déjà évoquée, du P.c.i. sur la situation polonaise (Solidarnosc considéré comme « la manifestation de l'irruption de la classe ouvrière polonaise sur la scène politique »), ni sur les autres nombreux problèmes soulevés par les deux textes et avant tout sur celui des rapports entre partis socialistes et partis communistes et du développement d'une eurogauche.

Le groupe dirigeant du P.c.i. a abouti à ces conclusions avec une remarquable unanimité (un seul vote contre et deux abstentions au comité central), tout en rencontrant des difficultés dans un certain nombre de groupes de base ou encore dans les usines. Devant le Comité central, Berlinguer a répondu aux craintes exprimées que ces positions entraînent « la perte de notre autonomie de classe sur le plan international comme sur le plan intérieur » en retournant l'argumentation : seule l'autonomie, seul un nouvel internationalisme, seule la troisième phase, ouvrent une voie nouvelle vers le seul socialisme possible. Et puis, a-t-il conclu, n'hésitons pas : organisons un référendum parmi les travailleurs et demandons-leur s'ils voudraient vivre dans une société de type soviétique : seule une infime minorité répondrait par l'affirmative ! » ●

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325